

LE RÉGIONALISME ÉCONOMIQUE

Organisation de la Région Économique de l'Est (Nancy)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le 20 Mai 1925, à 14 heures

PAR

Jean DIEZ

Diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales

Président : M. GERMAIN MARTIN.

Suffragants $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. TRUCHY, } \textit{Professeur} ; \\ \text{M. HITIER, } \textit{Professeur.} \end{array} \right.$

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU ET C^{ie}

14, RUE SOUFFLOT, 14

— 1925 —

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

LE RÉGIONALISME ÉCONOMIQUE

Organisation de la Région Économique de l'Est (Nancy)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le 20 Mai 1925, à 14 heures

PAR

Jean DIEZ

Diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales

Président : M. GERMAIN MARTIN.

Suffragants $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. TRUCHY, } \textit{Professeur} ; \\ \text{M. HITIER, } \textit{Professeur.} \end{array} \right.$

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU ET C^{ie}

14, RUE SOUFFLOT, 14

— 1925 —



INTRODUCTION

Le Régionalisme. — La guerre semble avoir amené un regain du mouvement régionaliste. Dans les réunions électorales, dans de nombreux articles de journaux et de revue, on parle de la question du régionalisme. Que faut-il entendre par là ?

Pour beaucoup ce mot est vague ; d'autres cachent sous ce nom, inconsciemment sans doute, un but qui peut être dangereux pour la réforme elle-même, car si elle venait à être réalisée telle qu'ils l'envisagent, elle pourrait compromettre l'unité du pays elle-même. Notre centralisation administrative nous est nécessaire : car elle facilite notre préparation militaire, nécessitée par l'instabilité politique régnant en Europe ; d'autre part, avec l'évolution des Etats modernes vers « l'âge industriel et syndical » dans lequel nous paraissions entrer, il faut que l'Etat reste fort pour tenir tête aux « puissances intérieures qui nées de la liberté se dressent l'une après l'autre pour l'étouffer (1).

(1) Hauriou, *Précis de droit administratif et de droit public*. Librairie du Recueil Sirey, Paris, 1921.

Régionalisme Administratif. — Le but du régionalisme pour certains est de faire avant tout une réforme administrative en poussant plus loin la décentralisation. Les campagnes sur la déconcentration et la décentralisation du siècle dernier ont fait place à d'autres campagnes pour la création de grandes régions administratives qui remplaceraient le département, unité trop étroite et trop peu importante pour avoir une vitalité suffisante. Pour les uns cette région se superposerait aux départements, elle aurait à sa tête un sur-préfet et une administration spéciale.

Cela améliorerait-il l'administration ? Nous ne le croyons pas : il n'y aurait qu'un rouage de plus entre l'administré et le pouvoir central. Il n'y aurait aucune diminution de fonctionnaires, car il faudrait toujours autant de préfets, d'agents voyers, d'employés des finances, etc., que par le passé.

Les autres pour simplifier, proposent la suppression complète du département, du préfet et du conseil général et leur remplacement par une organisation régionale, préfet, conseil régional, administration régionale.

Cette solution qui éloigne l'administration de l'administré est mauvaise ; car le préfet a déjà fort à faire dans certains départements ; s'il a à s'occuper d'une région, il sera entièrement livré à ses bureaux et l'on connaît les inconvénients d'une bureaucratie omnipotente et irresponsable. Du reste si la région est très importante, le préfet sera obligé d'avoir avec lui un personnel nom-

breux ou d'avoir des délégués dans certains centres de la région ; finalement il n'y aura aucune diminution du nombre des fonctionnaires.

Au point de vue financier, la création d'un organisme supplémentaire demandera de nouvelles ressources ; en plus des impôts communaux, départementaux, (si on ne supprime pas le département) et d'Etat, nous aurons les impôts régionaux. Les contribuables plient déjà sous leur poids, il n'y a pas lieu d'en ajouter d'autres.

L'assemblée régionale s'éloignant du contrôle de ses élus négligera les détails de l'administration départementale : l'autorisation d'ouvrir un chemin vicinal dans un canton pauvre de la région sera difficile, car les conseillers régionaux s'en désintéresseront. La charge de conseiller régional sera plus lourde que celle de conseiller général, car les nouveaux conseillers devront s'éloigner plus qu'aujourd'hui du centre habituel de leurs affaires, la métropole régionale pouvant être éloignée de leur résidence et d'accès difficile pour certains des pays de la nouvelle division administrative.

La création d'une vingtaine de régions décentralisées par rapport à Paris créera la tyrannie d'une vingtaine de métropoles sur des régions qui ne veulent avoir rien de commun avec ces villes. Saint-Etienne refuse de se laisser absorber par Lyon, Besançon est en rivalité avec Dijon. Cette tutelle de la métropole régionale peut devenir ruineuse pour les autres villes de la région parce qu'elle est trop près d'elles tandis que l'omnipotence

parisienne, malgré ses inconvénients, est supportable par suite de son éloignement de la province.

Certains de ces projets de réforme administrative, comme ceux de M. Hennesy (proposition de 1915), de M. Peytral font une part à la représentation professionnelle dans le conseil régional (1). Cette forme de représentation qui est la représentation d'une somme d'intérêts particuliers pourrait amener de nombreux mécomptes. Une assemblée composée de professionnels aura comme principale tendance celle d'assurer les revendications des professions représentées et cela aux dépens des intérêts généraux de la région.

Même si la réforme ainsi conçue se réalisait, il y aurait lieu de se demander si on doit faire rentrer dans la région toutes les administrations ayant des divisions autres que le département. Ainsi on serait amené à détruire des cadres qui ont leur raison d'être. Les conservations des forêts englobent un ou plusieurs départements ; car l'importance du domaine forestier varie énormément en France suivant les contrées.

Le régionalisme ainsi compris paraît dangereux, car si les conseils régionaux sont importants, ils deviendront rapidement des conseils politiques. Quand un Conseil général émet des vœux politiques, ce que la loi interdit, les conséquences n'en sont pas graves, car il représente une faible partie de la France. Toute autre sera la situa-

(1) *Réorganisation administrative de la France*, par J. Hennesy, député. Berger, Levrault.

tion quand un conseil régional émettra de tels vœux ; car le gouvernement devant l'importance des régions pourra être amené à en tenir compte. Malgré le désir du pouvoir central de restreindre l'autonomie des régions, nous pourrions ainsi passer insensiblement du régionalisme au fédéralisme.

Ces projets de réforme administrative sont nombreux, plusieurs ont été déposés sur le bureau des Chambres par des députés, mais aucun n'a abouti, car il semble que la réforme doit être faite dans un cadre tout différent. Il y a lieu toutefois d'indiquer que le législateur avait senti que certains besoins (établissements de route, de chemin de fer, création d'asiles ou hospices pour toute une région) ne pouvaient pas être assurés par un département seul. La loi du 10 août 1871 (articles 89 et 91) autorise le conseil général d'un département à se mettre en relations avec le voisin pour des objets d'utilité inter-départementale, sur lesquels les conseils généraux ont un pouvoir de décision sauf veto. C'est dans ce sens qu'une amélioration des méthodes administratives pourrait être cherchée sans faire courir les dangers d'une réforme plus profonde.

Autres formes du Régionalisme. — Une autre forme fort connue est le régionalisme intellectuel ; avant la guerre, ce régionalisme avait présenté plusieurs manifestations fort brillantes. Au point de vue littéraire la plus connue est le félibrige, au point de vue artistique il faut

signaler l'Ecole de Nancy avec Gallé, Daum, Majorelle. Il existe de vieilles sociétés académiques qui, depuis longtemps, s'intéressent au mouvement artistique et intellectuel de leur ancienne province.

Le mouvement commençait à gagner avant guerre les universités qui, par l'organisation d'enseignements appropriés aux besoins du ressort académique montraient l'intérêt qu'elles portaient à cette évolution.

Ce régionalisme s'étend même à la langue. Certains de ses protagonistes vont jusqu'à réclamer que l'idiome local soit enseigné ; on voit là le danger de cette tendance qui permettrait aux autochtones de prendre conscience d'eux-mêmes, elle ferait ressusciter les anciennes rivalités provinciales qui ne sont qu'endormies dans certaines parties de notre France qui n'a pu être unifiée qu'au bout de plusieurs siècles d'effort. Une langue particulière est un facteur de dissidence puissant et de particularisme dans une grande nation, car la population qui l'emploie se trouve à la merci des quelques personnes qui la représentent parce qu'elles connaissent les deux langues. En revanche, cette population ignore tout et reste en dehors des grands mouvements d'opinion agitant le reste du pays. La Belgique commence à se rendre compte des dangers du particularisme flamand dont la force réside dans ce fait que la Belgique n'a pas su réaliser son unité linguistique.

Je n'indique que pour mémoire les divisions judiciaires, militaires, celles relatives aux Ponts et Chaussées,

les provinces ecclésiastiques. Elles s'expliquent soit par des considérations historiques, soit par des nécessités de fonctionnement des services qu'elles assurent, mais elles ne sauraient guère être prises comme base d'un régionalisme intégral, car elles ont été créées pour satisfaire des besoins déterminés : un réajustement de toutes ces circonscriptions qui n'ont entre elles aucun lien d'ordre général serait difficile et sans intérêt, peut-être même nuisible.

Régionalisme Economique. — L'idée la plus féconde, celle qui semble devoir donner au régionalisme sa forme la plus vivante et la plus utile est celle qui est basée sur les besoins économiques et sociaux ; car, comme l'écrit M. Paul Boncour, dans le *Fédéralisme Economique* (1) : « Il nous semble que ces groupements régionaux en tant qu'ils sont l'expression de besoins politiques, intellectuels ou moraux, n'ont point entre eux des diversités si profondes que celles autour desquelles on mène moins grand tapage et qui sont pourtant la raison d'être des autres : les diversités provenant de besoins économiques différents. C'est parce que tels ou tels modes, telles ou telles branches d'industries dominent dans telle ou telle région qu'il y aura de ce chef entre ces régions, des besoins différents, réclamant des solutions différentes que ne peut certes pas leur apporter la rigidité des lois de

(1) *Le Fédéralisme Economique.* Etude sur les rapports de l'individu et des groupements professionnels. Félix Alcan, 1900, page 341.

l'Etat central. Mais, ce sont des diversités économiques qui sont la cause profonde de ces besoins différents. »

Quelle est la base de la Région Economique. — Nous écartons d'abord comme base de la Région Economique la région militaire. Sans doute, par suite des circonstances, elle a été utilisée pendant la guerre pour l'organisation des comités consultatifs d'action économique. Ces comités avaient pour mission « de rechercher les mesures propres à maintenir et à développer l'activité agricole, industrielle et commerciale de la région (2). Or, à ce moment d'une part, l'administration de la guerre était le principal consommateur de produits nationaux et d'autre part, elle avait la haute main sur tous les moyens de transports, sur toute la main-d'œuvre du fait de la mobilisation ; d'elle seule dépendaient les conditions d'une reprise partielle de la vie économique et il était logique de donner comme zone d'action à ces comités les grandes divisions militaires du pays.

Maintenir après la guerre ces divisions, était impossible, car les régions de corps d'armée ont été conçues pour faciliter la mobilisation et le recrutement et ne correspondent à aucune préoccupation économique.

Différence entre la Région Economique et la Région Naturelle. — La région naturelle semblerait le cadre cher-

(2) Décret relatif à la création et au fonctionnement des Comités consultatifs d'Action Economique: Officiel du 31 octobre 1915.

ché pour une nouvelle division : le relief de la France est assez accentué pour que l'on puisse la diviser en grandes régions naturelles dont certaines même peuvent se subdiviser en sous-régions : Bassin Parisien qui comprend divers pays : Champagne, Ile-de-France, Normandie, région de la Loire ; région de l'Est comprenant les vallées de la Moselle et de la Meuse, etc. Cette notion de région naturelle, même si elle offre des facilités de délimitation, a le grave inconvénient de découper la France en circonscriptions d'importance trop différente et ne répondant pas toujours exactement aux besoins des populations qu'elles contiennent : la région naturelle de l'Adour serait beaucoup trop petite, tandis que celle de la Loire serait trop puissante, elle engloberait presque le quart de la France.

De plus, ce système purement géographique est insuffisant, car il ne tient pas compte du facteur économique qui domine de plus en plus les activités humaines. Le Morbihan, qui fait partie géologiquement du massif breton et qui devrait se rallier à une région bretonne ayant comme centre Rennes, désire se rapprocher d'une région de la Basse-Loire ; Orléans hésite entre Bourges et Paris comme centre ; le canal du Loing, les chemins de fer, l'entraînent plutôt vers la Seine ; dans l'Est, l'arrondissement de Lure, qui appartient à la vallée de la Saône, a demandé à se rallier au groupement qui a pour centre Nancy.

Tout ceci montre que ce qui domine le groupement

des petits pays en grande région, ce n'est pas seulement l'influence du relief, mais celle de l'activité économique de ces divers pays. Des géographes et surtout Vidal de la Blache, qui ont étudié la division de la France en régions, s'en sont bien rendu compte. Ce dernier, dans une de ses études a dit que : « L'idée régionale est sous sa forme moderne une conception de l'industrie, elle s'associe à celle de métropole industrielle. On ne conçoit pas plus l'action prépondérante d'une ville éloignée fut-ce Paris, que le gouvernail séparé du navire ou le frein de la machine. » Ainsi, la région économique pourra souvent correspondre à la région naturelle, mais elle pourra la dépasser si elle a un pouvoir d'attraction supérieur à celles des régions qui l'avoisinent.

Par ailleurs, comme le fait remarquer M. Vidal de la Blache, le rayonnement d'une ville fera beaucoup pour la création de la région. Le rôle de cette ville pourra être complexe; car son influence pourra être historique, il pourra provenir des facilités de communications qu'elle possède et surtout de son activité intellectuelle, artistique, industrielle ou commerciale. Ainsi Rouen, grâce à son passé historique, grâce à ses moyens de communications, supplantera Le Havre comme centre de la région normande. Rennes, qui a une situation centrale, qui possède une Université, éclipsera Brest trop excentrique.

L'attraction qu'exercent ces villes centres s'étend jusqu'à la zone où leur influence est mise en échec par celle d'une autre ville, par suite des avantages divers

que possède cette dernière sur la prospérité locale. Ainsi, Nancy revendique les Ardennes, car Mézières se trouve plus près de la Lorraine que de Lille. Au Sud, dans la haute vallée de la Saône, son influence se trouve limitée par des facilités de communication vers Dijon.

Le régionalisme ainsi conçu, semble devoir rencontrer la faveur de la doctrine, car il permettra d'atténuer le désir de la réforme administrative. C'est le seul vivant, car il est une création spontanée de l'activité humaine. En tant qu'organe vivant, il eut évoluer, selon les besoins de la vie, tandis que le jour où il sera fixé dans les cadres administratifs, il risque à son tour de devenir rapidement archaïque ; car actuellement l'évolution économique est si rapide, qu'on ne peut pas prévoir ce que sera la vie d'une région quelques années plus tard. L'histoire du bassin de Briey en est un frappant exemple en France.

Cette forme de régionalisme est venue de la constatation que les grands travaux publics, que l'organisation des services relatifs aux nouvelles formes d'activité économique et sociale débordent le cadre du département et ne peuvent être résolus que dans une organisation régionale.

Mais le nouveau cadre doit être assez souple pour pouvoir s'adapter à chaque nouveau besoin. Un district industriel peut avoir intérêt à se rattacher à une région pour certaines de ses industries tout en désirant pouvoir conserver des attaches avec d'autres pour une spécia-

lité. C'est le cas de Belfort qui, pour l'industrie textile et métallurgique, regarde Nancy ou vers l'Alsace, mais qui, pour l'industrie horlogère, regarde vers le Jura.

Tous les grands problèmes économiques actuels peuvent se trouver résolus par des organisations régionales, tels sont les cas : de l'organisation des réseaux de transports de force, de la création de certains canaux comme celui du Nord-Est, des Assurances Sociales, telles que le comporte le projet déposé pendant la dernière législature ainsi que de bien d'autres questions.

Projet Clémentel. — Préoccupé d'une organisation permettant la mise en valeur complète des forces économiques de la France, préoccupé d'assurer le relèvement du pays, dans les meilleures conditions possibles, M. Clémentel, alors ministre du commerce, fit étudier par ses collaborateurs du ministère, MM. Fighiera et Hauser, une organisation régionale.

Profitant des articles 18 et 24 de la loi de 1898 qui permettent aux chambres de commerce « de se concerter, en vue de créer, de subventionner ou d'entretenir des établissements, services ou travaux d'intérêt commun », le ministre pensa que le meilleur moyen était d'encourager les chambres de commerce à se fédérer. Dans ce but il n'imposa rien. Il ne recourut pas à l'initiative parlementaire. Le 25 août 1917, par une circulaire adressée aux présidents des chambres de commerce, il demande si ces dernières consentiraient à se grouper

comme le permet la loi de 1898, si elles accepteraient le groupement tel qu'il avait été étudié par le ministère et dans le cas contraire d'indiquer leurs suggestions, et enfin de faire connaître dans quelle mesure elles seraient disposées à consacrer une part de leurs recettes à un budget régional.

Le réponse au sujet du principe du groupement fut favorable, seules des rivalités imprévues modifièrent sur certains points le projet de groupement tel qu'il avait été conçu par le ministère.

Des Chambres de commerce s'étaient déjà unies dans certaines parties de la France pour un but déterminé tel que l'étude en commun de tous les moyens de transports de la région. Ces Unions appelées : offices de transports, groupaient un plus grand nombre de chambres que le projet Clémentel et n'existaient pas pour toute la France.

La région économique de l'Est ou XIV^e région économique, fut la première constituée le 19 mars 1918, sous la présidence de M. Clémentel. Elle était mûre pour la réforme ; car depuis longtemps, Nancy avait essayé de nouer des ententes avec ses voisines. Dès janvier 1917, paraissait « L'Union économique de l'Est », journal qui, sur sa couverture, donnait une carte de cette région économique, telle que l'envisageait Nancy, c'est-à-dire un territoire qui comprenait non seulement la région telle que nous allons la définir ci-dessous, mais encore Dijon, Besançon, Vesoul et Lons-le-Saunier d'une part, et de

l'autre l'Alsace-Lorraine. Une région ainsi composée n'aurait pas été viable ; elle est trop vaste, elle manque d'homogénéité, les intérêts et les tendances des diverses zones y sont trop divergentes. Elle aurait manqué d'équilibre. C'est ce que les représentants de Nancy comprirent en se ralliant au projet ministériel.

La Région Economique de l'Est. — Cette région réunit onze chambres de commerce des départements de la Marne (moins les arrondissements de Reims et Epernay), des Ardennes, de l'Aube, de la Haute-Marne, de la Meuse, des Vosges, de Belfort, de la Haute-Saône (arrondissement de Lure), de Meurthe-et-Moselle. Le département de la Moselle n'en fait pas encore partie, par suite de la différence de Législation qui subsiste encore. La géographie, les intérêts économiques, les organes de transport, la géologie, tout rattache ce département à la région économique de l'Est et non à la région Alsacienne. La conception d'Alsace-Lorraine a été avant tout politique, imposée par les Allemands et rien ne justifie son maintien.

Belfort a été rattaché, à l'époque de la constitution de la région, à Nancy sur sa demande, l'Alsacé n'était pas encore redevenue française.

Si on étudie le groupe de Belfort au point de vue géographique naturelle, on voit qu'il oscille entre la Bourgogne et l'Alsace car il se trouve à la ligne de partage des eaux. Il est évident que Dijon ne saurait entraîner Belfort dans sa zone d'attraction.

D'autre part, au point de vue des transports, il est manifeste que le pouvoir d'attraction de Mulhouse et même de Strasbourg se fait davantage sentir que celui de Nancy ; de plus, de grosses industries alsaciennes ont des filiales à Belfort ; historiquement, Belfort a toujours appartenu à l'Alsace et il est très vraisemblable que le jour où la région alsacienne sera formée et où toutes les lois françaises y seront appliquées, Belfort demandera son rattachement à son ancienne province.

En ce qui concerne Lure, son rattachement à Nancy est tout naturel. Son industrie n'est que le prolongement de l'industrie vosgienne et aucun centre ne peut la solliciter en dehors de Nancy à laquelle elle a demandé expressément son union.

Nancy, métropole de l'Est. — La région économique de l'Est a pour métropole Nancy, qui a grandement contribué à sa formation.

Nancy est le centre historique de la Lorraine, c'est une ville riche par son passé. C'est devant ses murs que la maison de Bourgogne consumma sa ruine par la mort de Charles le Téméraire. C'est la ville de France qui fut la dernière à posséder une cour ducale, ce n'est qu'en 1766, qu'un intendant royal est venu s'y installer. Par son dernier prince Stanislas Leczinski, Nancy a été doté de monuments qui en font une capitale. Nancy est un centre intellectuel important. Son Université qui est très active, d'accord avec la Société industrielle de l'Est, créa

en 1907 un institut électrotechnique, en 1911, un institut de géologie. Depuis la guerre, elle a adapté ses fondations aux besoins immédiats de la région. Elle a créé avec le concours de la Faculté des Sciences un institut minier et métallurgique, une école de Brasserie ; avec celui de la Faculté de Droit, un institut commercial.

Nancy est le centre ferroviaire le plus important de l'Est. En dehors de la ligne de Paris à Strasbourg, des lignes la relient : à Sarrebruck et Trèves par Metz, au nord par Longwy, la vallée de la Meuse et Valenciennes, à la Suisse par Epinal et Belfort, à Dijon et au Midi de la France par Neufchâteau et Langres. Nancy avant la guerre, était un des rares centres possédant des communications transversales rapides en dehors des lignes dirigées sur Paris.

En ce qui concerne le trafic par voie d'eau, Nancy est bien desservi par le canal de la Marne au Rhin qui est un des canaux de France sur lesquels le trafic est le plus intense. Par ses ramifications, ce dernier permet, en effet, à la Lorraine de communiquer : avec la Saône au sud, avec tout le système de canaux de la Seine et du Nord par la Marne, avec Sarrebruck par le canal des houillères.

Expansion économique. — La grande caractéristique de la région Lorraine a été, avant la guerre de 1914, son mouvement d'expansion économique ; l'économie lorraine jusqu'à la guerre de 1870 était surtout agricole

dans les départements de la Meurthe, des Vosges et de la Meuse ; l'industrie commençait à se développer dans la Moselle, surtout la métallurgie qui s'était installée dans les vallons aboutissant à la Moselle entre Metz et Thionville pour utiliser les chutes d'eau et qui, à cette époque, se trouvait favorisée par la mise en exploitation du bassin houiller de Carling-Saint-Avoid, prolongement du bassin de la Sarre que nous avons perdu en 1815.

Mais, c'est seulement après 1871, que l'on voit se développer la prospérité de la région, par suite de l'arrivée de nombreux industriels alsaciens et lorrains qui ont apporté leur activité et leur expérience qu'il ne pouvaient plus exercer dans les pays annexés à l'Allemagne parce qu'ils se trouvaient isolés de leur clientèle, du fait de l'élévation de barrières douanières.

Ils s'établirent tout le long de la frontière, les industriels du textile au sud de Nancy, principalement dans les Vosges, Nancy retint les fabricants de chaussures, les imprimeurs et les verriers ; au Nord, les métallurgistes fondent leurs usines auprès des quelques gisements de fer alors connus. On voit s'élever rapidement Pompey, qui remplace Ars-sur-Moselle, Joeuf, qui remplace Moyeuvre et Hayange. Au centre, le Saulnois, dont l'exploitation a commencé en 1845 et qui est le centre le plus important de France pour le sel gemme, voit en 1875, se créer l'importante soudière de Dombasle, grâce à l'activité de Solvay.

Tandis que les deux principaux éléments de prospé-

rité de la Lorraine au sud de Nancy, le sel et le textile, se développaient régulièrement avant guerre concurremment avec d'autres industries qui avaient pris une grande importance dans la région comme la brasserie, les pape-teries, tanneries, la confection ; au Nord, un événement devait modifier complètement l'allure et la complexité du mouvement d'expansion de la Lorraine économique, nous voulons parler de la découverte du bassin ferrifère dit de Briey qui n'est entré sérieusement en exploitation qu'au commencement du XX^e siècle. La production métallurgique de la région devait passer :

Pour les Minerais de	3.839.000 t. en 1901 à	19.977.849 t. en 1913
— la fonte	» 11.446.416 — 1901 à	3.492.726 — 1913
— l'acier	» 300.118 — 1901 à	2.298.717 — 1913

Par ces quelques chiffres, nous avons voulu donner une idée de l'importance du développement, mais ils n'indi-quent pas la complexité croissante de l'activité lorraine. Autour de ces hauts-fourneaux, se sont développées, s'appuyant sur eux, des industries de transformations, constructions mécaniques, électriques, boulonneries, petits outillages, etc.

Pour couronner cet effort, nous devons rappeler qu'en-tre 1904 et 1907, de nombreux sondages entrepris à l'ins-tigation d'un groupe d'industriels lorrains, faisaient découvrir la houille dans la région de Pont-à-Mousson. Ce gisement est le prolongement de celui de la Sarre que nous avons trouvé en exploitation en 1871 dans la Moselle et qui continue à plonger sous les morts ter-

rains jusqu'en Meurthe-et-Moselle. Des concessions ont été demandées, mais il est probable qu'avec les difficultés d'extractions actuelles dues à la grande profondeur de la couche de charbon, avec le retour du bassin houiller de la Moselle, l'exploitation n'en sera pas entreprise actuellement, elle ne serait pas rémunératrice.

Rôle économique de Nancy. — Au-dessus de tout ce mouvement, Nancy a pris rang d'une métropole industrielle, elle offre comme une synthèse de l'activité régionale ; dans sa banlieue et même sur son territoire se rencontrent non seulement des hauts-fourneaux, des tissages, mais aussi de grandes industries de transformation. De ce fait, Nancy est un centre d'affaires important, de nombreuses usines y ont des bureaux ou des représentants chargés de rester en contact avec la clientèle régionale qui est fort nombreuse.

Nancy est de plus devenu un grand centre d'industries d'art ; ses habitants, grâce à une vieille tradition d'élégance et d'art qui remonte à Callot, à Jean Lamour et à tant d'autres artistes régionaux de valeur, ont su créer des ateliers de verrerie d'art, de mobilier, de ferronnerie qui continuent à enrichir la capitale lorraine et à augmenter son rayonnement.

Au-dessus de toute cette activité, il ne faut pas oublier le rôle des banques régionales ; car ce sont elles qui ont été la base de toute cette activité, grâce au concours qu'elles ont accordé sans compter à l'industrie au

moment de sa naissance. Plus tard, c'est par l'intermédiaire de ces banques que ces industries ont pu faire appel au public pour consolider, par des emprunts obligataires, les avances que ces établissements financiers leur avaient libéralement accordées. Enfin, c'est encore secondées par ces banques, qu'elles ont pu se relever des ruines provoquées par l'envahisseur.

But de cette étude. — Désirant pénétrer plus avant dans l'activité interne de la région, nous allons étudier avec plus de détails l'industrie textile qui est un des éléments essentiels de la prospérité de la région économique de l'Est. Nous verrons ensuite rapidement comment les principaux organes de la région et les industries auxiliaires peuvent permettre à cette branche d'activité de trouver un appui ou une solution aux problèmes qui se posent à elle et que seule elle serait impuissante à résoudre.

Nous prenons l'industrie textile, car c'est la première grande industrie qui se soit implantée dans la région de l'Est. La première manufacture de drap fut fondée à Sedan en 1646, la première fabrique de coton le fut à Remiremont en 1765. Elle s'est développée dans deux régions bien délimitées, l'industrie cotonnière, dans les régions des Vosges et de Nancy. Dans ce groupe, nous trouvons un petit centre linier et quelques usines traitant la laine, qui ont survécu pour affester qu'autrefois,

la région possédait une industrie familiale de la laine et du lin.

Le deuxième groupe est le groupe de la draperie de Sedan qui, malgré de nombreuses périodes difficiles, est toujours bien vivant grâce à l'énergie de ses industriels.

Le premier groupe a été peu touché dans sa vitalité par la guerre, tandis que les usines du deuxième ont été entièrement détruites.

Division de cette étude. — Dans une première partie, nous étudierons le groupe textile Vosges-Nancy.

L'objet du premier chapitre est relatif à l'organisation de l'industrie, à sa géographie, à ses transports, aux problèmes qui se posent relativement au personnel et à l'outillage, aux conditions de la production.

Dans le deuxième chapitre, nous passerons en revue les problèmes économiques qui se posent : approvisionnements en matières premières, coton aux colonies, la situation financière ; les débouchés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur et enfin les organismes syndicaux de cette corporation.

Dans le troisième chapitre, nous verrons rapidement les industries connexes.

Dans le quatrième chapitre, nous essayerons de déterminer la situation la situation de l'industrie en fonction de la concurrence alsacienne.

Dans une deuxième partie, nous étudierons le groupe de Sedan dans les mêmes conditions.

Enfin pour terminer notre étude, nous indiquerons .
les divers organes de la région et comment ils peuvent
permettre à l'industrie textile de faire valoir ses vœux,
et quel appui elle peut trouver dans les grandes « indus-
tries auxiliaires de la Lorraine ».

PREMIÈRE PARTIE

Industrie textile du groupe Vosges-Nancy

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION DE L'INDUSTRIE TEXTILE

§ 1^{er}. — FACTEUR GÉOGRAPHIQUE

Historique. — L'industrie textile lorraine jusqu'il y a cent cinquante ans environ n'a guère donné lieu qu'à un commerce de drap et de toile, ces deux matières ayant été longtemps les seules que les hommes aient connues pour fabriquer des tissus.

Cette industrie était avant tout une industrie familiale. Chaque famille tissait les étoffes qui lui étaient nécessaires et ne portait sur les marchés que celles qu'elle ne pouvait pas utiliser.

Dès le Moyen Age, on signale des métiers qui battent dans la région de Briey Spincourt pour faire des draps vendus aux négociants de Metz et de Nancy.

La région de la toile était celle de la montagne. La montagne s'est peuplée tard ; le mouvement de peuplement ne s'ébauche qu'au XIII^e siècle, favorisé par la création d'abbayes comme celle de Remiremont qui est la plus connue. Le climat est rude, la nature est âpre, ce n'est qu'avec beaucoup de travail que le paysan a réussi à défricher à mi-côte une zone ensoleillée entre les forêts et les brouillards de la vallée. C'est là que se construisent les maisons, que les champs d'avoine, de lin, de pommes de terre sont cultivées.

L'hiver est rude et long dans les Vosges (1) ; aussi pendant l'hiver, les paysans occupent-ils leur loisir à filer et à tisser le lin qu'ils ont récolté. Au printemps, ils iront vendre dans les villes ou les bourgs établis à la limite du plateau et de la montagne : Remiremont, Epinal, Rambervilliers, Saint-Dié, les fruits de leurs veillées qui, préalablement, ont été blanchis sur les prés.

Ainsi l'industrie à domicile précédera de beaucoup les usines qui animent actuellement toutes ces vallées.

C'est vers 1760, que vont apparaître dans les Vosges, la filature et le tissage du coton. Le mouvement ne s'est pas fait à l'origine en venant d'Alsace, mais parallèlement au mouvement alsacien.

En 1746, la maison Koechlin fonde à Mulhouse la première fabrique d'Indiennes du pays. En 1762, Mathias Rissler y monte le premier tissage.

(1) Vidal de la Blache, *La France de l'Est, Lorraine, Alsace*, Armand Colin, 1917.

En 1765, les sieurs Delorme et Leduc, gérants des abbesses de Remiremont, créèrent dans la montagne une manufacture de filés et toiles de coton. Delorme n'a en ville que des magasins ; il a des préposés dans les villages, qui distribuent le coton à ceux qui veulent le filer, et les filés à ceux qui veulent rendre des toiles.

Il est probable que les sieurs Delorme et Leduc avaient importé l'industrie cotonnière de Suisse, car l'analyse des rapports des intendants de Lorraine de cette époque faite par M. Lederlin dans sa monographie de l'industrie cotonnière, indiquent que l'on a fait venir des ouvriers de Suisse ; le coton employé venait des Echelles du Levant par Marseille.

L'industrie textile prend alors de plus en plus d'importance en Alsace, surtout à Mulhouse, où son développement est particulièrement remarquable ; elle essaime peu à peu dans toutes les vallées orientales des Vosges, qui convergent vers la plaine tandis que les Vosges, occidentales, divisées par de nombreuses vallées souvent divergentes, n'ayant par conséquent pas de centre, voient leur industrie se développer lentement, sans lien et sans méthode.

On peut en juger par les chiffres ci-dessous, qui se rapportent à l'année 1848 :

dans le département du Haut-Rhin..	on compte	740.000	broches et	18.000	ouvriers
» celui des Vosges.....	»	237.000	»	»	6.000
et dans les autres départements de la					
région de l'Est	»	145.000	»	»	3.700

C'est à partir de la Restauration que l'industrie textile venant d'Alsace se développe en Lorraine, en remontant par la vallée de la Bruche, dans le canton de Schirmeck, à Poutai, à Rothau. (En 1871, le département des Vosges devait perdre ce canton qui, actuellement, est rattaché au Bas-Rhin).

En 1806, un Anglais, interné en France, encouragé par des capitalistes de Nancy, installe dans les bâtiments de l'Abbaye de Senones une filature : c'est la première usine à caractère industriel des Vosges ; elle utilise la force hydraulique.

Pendant ce temps, dans la Meurthe, deux usines se créent pour le travail du coton à Blâmont et St-Nicolas.

En 1855, se produisit une grosse évolution dans le travail de la filature, on commence à employer des métiers accomplissant mécaniquement les diverses opérations qu'auparavant l'ouvrier était obligé d'exécuter à la main ; l'ancien métier Mull Jenny est remplacé par le métier dit : *self acting* : le rendement de la filature en est considérablement augmenté.

Dans le tissage au contraire, on rencontre encore en 1857 de nombreux métiers à bras, alors que depuis 1821 les premiers métiers mécaniques, importés d'Angleterre, avaient fait leur apparition.

L'aspect des établissements fondés vers cette époque, se reconnaissent aux bâtiments qui sont à étage : au rez-de-chaussée se trouve la salle destinée au tissage, les étages supérieurs étant réservés à la filature. Actuellement, on

a renoncé complètement à ce dispositif, en raison des inconvénients qu'il présente pour la commodité du travail et le danger d'incendie ; les usines construites au commencement du XX^e siècle, n'ont qu'un rez-de-chaussée et d'ailleurs, les filatures sont souvent séparées des tissages.

Le traité de Francfort va porter un coup fatal à l'industrie textile d'Alsace par suite de la perte du marché français. Après 1871, le nombre de broches et de métiers va baisser et rester stationnaire jusqu'au commencement du XX^e siècle, il ne se relèvera lentement qu'à partir de cette époque pour atteindre actuellement 1.724.000 broches et 38.400 métiers.

L'industrie textile de la région économique de l'Est, du fait de cet événement, va subir par contre une impulsion telle qu'elle va devenir le groupe cotonnier le plus important de France.

En effet, en 1873, la filature vosgienne compte 412.000 broches contre 14.475 métiers de tissage ; or, on compte qu'il faut posséder 40 groches pour alimenter un métier ; par suite, la production de la filature est insuffisante pour alimenter les besoins du tissage local. Mais cette différence était couverte : car, avant la guerre de 1870, certains tisseurs travaillaient à façon pour l'Alsace dont ils recevaient des filés ; après une période de courte durée, que le traité de Francfort a fixée pour permettre aux industriels alsaciens et lorrains de s'adapter à la nouvelle situation, les droits de douane eurent pour effet d'arrêter

les importations de filés alsaciens et d'encourager les Vosgiens à créer de nouvelles filatures.

Ce ne fut qu'en 1903, que la filature de l'Est put couvrir les besoins de la région (1) ; voici du reste quelques chiffres qui montrent les étapes de la progression de l'industrie :

1885		451.990 broches	18.336 métiers
1895		1.063.168 —	30.057 —
1903		1.799.528 —	42.796 —
1924		3.030.000 —	70.600 —

L'industrie textile, pour être complète, a besoin d'industries annexes pour assurer le blanchiment et la teinture des tissus. En 1870, tous les établissements de blanchiments et de teintures sont en Alsace. Aussi en 1872, se fondent, grâce à la coopération des tisseurs et filateurs d'Alsace et des Vosges, les Blanchisseries et Teintureries de Thaon. Cet établissement prit rapidement un tel développement, qu'il suffit encore actuellement à tous les besoins de la région et que par ses autres usines ou filiales, il jouit presque du monopole de la manutention des tissus en France.

La région manquait d'établissements d'indienneerie analogues à ceux qui avaient fait la fortune de Mulhouse. En 1880, la maison Boeringer crée une usine d'impres-

(1) Jusqu'à cette époque, le tissage vosgien a été tributaire pour ses filés, d'autres régions françaises et même de l'étranger.

sion à Epinal ; elle prospéra, mais elle est restée la seule dans les Vosges.

Pendant cette période, le centre industriel, le plus important reste le département des Vosges ; dans l'ancien département de la Meurthe (devenu Meurthe-et-Moselle), quelques usines seulement ont vu le jour depuis 1870, tandis que dans la partie du Haut-Rhin restée française, dans le territoire de Belfort, l'industrie textile prend une place de plus en plus grande : les nouveaux établissements sont souvent des filiales de maisons alsaciennes. Parmi leurs fondateurs et directeurs, on retrouve des Dollfus, des Koecklin, des Mieg qui avaient fait la gloire et la fortune de Mulhouse.

Quelques usines se sont même établies dans le Doubs à la limite du territoire de Belfort ; de ce côté, le Syndicat cotonnier dépasse la région économique de l'Est ; enfin dans la Haute-Saône, l'industrie textile s'est implantée dans la région de Lure et de Luxeuil.

Répartition géographique de l'industrie. — A l'époque où l'industrie textile vosgienne a évolué, du travail à domicile au travail en fabrique, son développement a été conditionné par la situation des forces hydrauliques de la région : grâce au voisinage des montagnes et à l'étendue des forêts, les précipitations atmosphériques sont très fortes dans le département des Vosges ; de plus, l'altitude étant suffisante en plusieurs points de la montagne,

les neiges s'accumulent l'hiver et assurent au moment de leur fonte un volume d'eau important.

Toutes ces causes ont pour effet d'assurer aux nombreux cours d'eau venant de la montagne une alimentation en eau remarquable par sa régularité et qui compense la faiblesse du débit.

C'est dans cette partie comprise entre la crête des Vosges depuis le bailon d'Alsace jusqu'au Donon, à l'est, la chaîne de hauteurs au sud de la Moselle jusqu'à Epinal, et enfin une ligne allant d'Epinal au Donon que s'est développée la première industrie vosgienne. C'est dans le triangle que nous venons de délimiter, que se trouvent les arrondissements de Saint-Dié et Remiremont, qui ont été les premiers à voir se créer l'industrie textile. Dans cette région, les cours d'eau qui naissent à des altitudes voisines de 800 mètres, mais n'ont souvent une puissance suffisante pour être employés qu'à 650 mètres descendent en moins de 30 kilomètres de 300 mètres ; ce fait explique la création, dans ces vallées étroites et à forte pente, d'une suite ininterrompue d'usines qui utilisent la force motrice : la Vologne est particulièrement favorisée sous ce rapport et a été l'une dont les chutes d'eau ont été le mieux utilisées depuis Gérardmer jusqu'à son confluent avec la Moselle.

La faiblesse du débit a obligé toutefois certains grands établissements utilisant plusieurs centaines de métiers, à répartir leur industrie en plusieurs usines : c'est l'utilisation de la force motrice qui a imposé ces dispositions.

Dans la partie du département des Vosges située au nord de la ligne Donon-Epinal, la force motrice hydraulique n'a pu être utilisée : la Moselle, en effet, en aval d'Epinal, malgré la masse de ses eaux et la pente encore rapide de son lit, serpente au milieu des sables qu'elle arrachés peu à peu à la montagne : son utilisation ne pourrait être obtenue qu'au prix de travaux considérables.

L'industrie qui s'est créée après 1870 dans cette région, a recherché la zone dans laquelle elle pouvait recevoir facilement le combustible qu'elle utilise comme force motrice : c'est ainsi que des usines se sont groupées dans le voisinage du canal de l'Est.

« Ce n'est donc pas la nature », comme le fait remarquer M. Boucher dans son livre (*Industrie et Commerce du département des Vosges*, Léon Louis, 1889) « qui a appelé l'industrie à se grouper dans la vallée de la Basse Moselle, c'est l'œuvre des hommes, le canal de l'Est, fleuve de houille, qui met une autre force à sa portée : la vapeur. »

Sur le versant sud, les cours d'eau ont une faible pente ; ils ont été souvent utilisés. Mais là, le grand animateur de l'industrie a été le bassin houiller de Ronchamp qui, même dès le XVIII^e siècle, conduisait la houille par charroi jusqu'à Mulhouse.

Principaux centres de la région. — Malgré les nombreux moyens de communications établis depuis cin-

quante ans, l'industrie textile de l'Est est restée comparativement dans cette région, comme la nature du sol l'y obligeait. Elle ne relève pas d'une métropole comme l'industrie alsacienne avec Mulhouse.

Dans la région méridionale, Belfort, au milieu des vallées qui descendent vers le sud, est le centre des industries de ce pays ; les chambres de commerce de Belfort et de Lure les représentent.

Au nord, Epinal, centre ferroviaire important, semble être la capitale de l'industrie du coton ; elle n'est que le centre de l'industrie des vallées de la Haute-Moselle et de la Vologne. Pour sa circonscription, elle a une Chambre de Commerce. Dans le département, elle possède une rivale, Saint-Dié, dont l'activité s'étend dans la haute vallée de la Meurthe et de ses affluents. Vieille ville, presque aussi peuplée qu'Epinal, Saint-Dié possède aussi une Chambre de Commerce.

Le groupe cotonnier de Meurthe-et-Moselle relève de la Chambre de Commerce de Nancy ; ses usines sont réparties dans les vallées de la Meurthe et de la Vezouze ; elles ne regardent vers Epinal que pour leur syndicat d'industrie.

Voies de transports. — La région n'est desservie que par le canal de l'Est, qui relie le canal de la Marne au Rhin à la Saône ; il remonte la Moselle jusqu'à Thaon, lance un embranchement vers Epinal et de là gagne la Saône par la vallée du Coney.

La région est également bien desservie par les chemins

de fer. La ligne de Nancy à Epinal, ouverte dès 1857 et prolongée depuis sur Belfort et sur Vesoul, forme l'artère principale.

Postérieurement, des voies ferrées ont été construites dans presque toutes les vallées, possédant des localités importantes. Actuellement, le réseau va se compléter par la ligne d'Epinal à Strasbourg par Saint-Dié-Saales en construction à partir de Saint-Dié ; depuis longtemps déjà l'embranchement Epinal Saint-Dié existe ; en outre, va se compléter par la ligne actuelle Epinal-Bussang sera sans doute dans un avenir rapproché poussée jusqu'à Mulhouse par Wesserling : cette dernière, deviendra une route de trafic international ; car, elle raccourcira el trajet entre Bruxelles et Bâle. D'autres lignes reliant les Vosges à l'Alsace, sont à l'étude.

Un très bon réseau routier permet l'emploi de camions automobiles.

§ 2. — PERSONNEL

Mains-d'œuvre. — Un des principaux facteurs de prospérité pour une industrie est la facilité avec laquelle elle recrute son personnel. C'était le cas de l'industrie vosgienne avant la guerre de 1914 ; en outre, les ouvriers se contentaient de faibles salaires.

Cette situation particulièrement favorable, était due à la pauvreté de l'agriculture dans la région : les femmes trouvaient un salaire d'appoint dans les usines textiles, pendant que les hommes cultivaient la terre ou travaillaient dans la forêt.

Après la guerre, le recrutement de la main-d'œuvre est devenu difficile.

Si l'on examine le tableau ci-dessous qui donne le chiffre des ouvriers dans les établissements textiles du département des Vosges en 1901, 1906 et 1921, on constate pour cette dernière année un fléchissement dû évidemment aux pertes de la guerre, alors qu'en 1906, il y avait une progression marquée par rapport à 1901.

	1921			1906	1901
	Hommes	Femmes	Ensemble	Ensemble	Ensemble
Filature de coton.....	2.517	3.152	5.649	6.072	3.995
Tissage de coton (1)	12.535	17.604	30.139	32.168	31.671

Les statistiques des départements limitrophes montrent qu'une évolution analogue s'est produite dans toute la région.

On peut évaluer la population ouvrière de l'industrie cotonnière relevant du syndicat cotonnier de l'Est à 23.960 pour la filature (on compte en moyenne 7 ouvriers par 1.000 broches (2), à 49.420 pour le tissage (0,7 ouvriers par métier (2).

(1) La statistique comprend également sous cette rubrique les ouvriers travaillant dans une filature intégrée à un tissage.

(2) Moyenne indiquée pour l'ensemble de la France par l'*Annuaire du Syndicat général de l'Industrie Cotonnière française*, en supposant toute l'industrie en état de marche.

Un industriel nous a indiqué qu'à son avis, il manquait actuellement 2 à 3.000 ouvriers pour l'ensemble des usines textiles de l'Est.

Comme l'indique le recensement de 1921, l'industrie textile emploie plus de femmes que d'hommes. Depuis la guerre, le recrutement du personnel masculin se fait difficilement, car souvent les hommes vont aux autres industries, principalement les scieries, attirés par des salaires supérieurs. Cela a une conséquence dans l'évolution des machines de filatures, nous y reviendrons.

Durée du travail. — La loi de 8 heures est appliquée depuis 1919. Pour la région des Vosges, les représentants des industriels ont passé le 1^{er} septembre 1919 une convention collective de travail avec les représentants des syndicats ouvriers : cette convention n'a provoqué aucune difficulté d'application entre patrons et ouvriers en dehors d'une grève d'un mois en 1921.

Cette convention commence par une déclaration de principe qui indique une évolution intéressante dans l'esprit des dirigeants ouvriers. Les délégués ouvriers déclarent : « que leurs efforts tendront à ce que les travailleurs, s'appliquant à maintenir la production d'avant-guerre, s'adaptent sympathiquement au développement du machinisme et aux méthodes rationnelles de travail pour que la production retrouve rapidement un équilibre indispensable au bien être général. » Ils déclarent aussi reconnaître l'utilité du travail aux pièces.

Ensuite, la convention définit ce qu'elle entend par 48 heures de travail effectif : les heures ne se décomptent pas du moment de l'entrée de l'usine au moment de la sortie ; le signal d'entrée retentit 10 minutes avant le commencement du travail de façon que les ouvriers se trouvent en tenue de travail à l'heure fixée ; de même, ils ne doivent cesser de travailler qu'au signal d'arrêt.

La convention comprend un certain nombre de mesures d'application au sujet des nettoyages, des dérogations permanentes et temporaires.

L'application de la loi de 8 heures a eu pour conséquence d'abaisser le rendement de l'industrie de un cinquième. Le machinisme était suffisamment développé avant-guerre pour que l'on ne puisse compenser la diminution du temps d'emploi par une augmentation de vitesse de l'outil. Maintenant, les machines travaillent 2 heures de moins, le facteur prédominant va devenir la main-d'œuvre, les patrons chercheront donc à confier plus de machines à chaque ouvrier.

Si la population était plus dense, la solution eut été le travail en 2 équipes de 8 heures, mais une telle organisation est impossible du fait de la rareté de la main-d'œuvre.

Salaires. — La 3^e partie de la convention établit les salaires pour un ouvrier moyen défini pour chaque catégorie et pour les campagnes. Pour la ville, il y a une majoration de 7 %.

Fileur 1,45 par heure.

Rattacheur 75 à 80 % de la paie du fileur.

Soigneur de Continu 8,65 par jour.

Bobineur 45 à 55 % de la paie du fileur.

Pour le tissage, travail ordinaire, conduite de 4 métiers,
1,30 de l'heure.

Pour le tissage, travail ordinaire, conduite de 3 métiers,
1,08 l'heure.

Pour les métiers automatiques, 9,50 à 11 fr. par jour.

Pour les services divers : chauffeurs, monteurs de
chaîne, etc., de 7 fr. 50 à 14 francs par jour.

La femme, pour un travail égal en quantité et qualité
à celui de l'homme, reçoit un salaire égal.

Il y a lieu de remarquer que ces prix ont subi des
majorations dues à l'augmentation du coût de la vie. Le
coefficient d'application vient d'être porté depuis le
1^{er} janvier de 35 à 40 %.

Si on compare ces salaires à ceux donnés en réponse
du questionnaire de la commission d'enquête parlemen-
taire de l'industrie textile en 1904, on voit que les
salaires ont moins augmenté dans l'industrie textile des
Vosges qu'ailleurs.

Fileur, 4 à 5 francs par journée de 10 heures. Actuelle-
ment pour 8 heures : 16 fr. 25.

Rattacheur, 2 fr. 35 à 3 fr. 20 par journée de 10 heures.
Actuellement pour 8 heures : 13 francs.

Soigneur de continu, 2 fr. 75 à 3 fr. 40 par journée de
10 heures. Actuellement pour 8 heures : 12 fr. 20.

Tisserands, 2 à 3 métiers, 2 fr. 50 à 3 fr. 25. Actuellement 12 fr. 20.

Tisserands, 4 à 5 métiers : 14 fr. 20.

Ouvres sociales. — Des caisses de secours en cas de maladies fonctionnent dans certaines usines. Elles sont alimentées par des versements de l'ouvrier et du patron.

Il n'y a pas de retraites en dehors de celles prévues par la loi ; mais en général, les usines gardent les vieux ouvriers le plus longtemps possible en leur donnant un emploi peu important.

Le grand avantage en nature dont jouissent les ouvriers, est le logement ; les maisons ouvrières appartiennent aux industriels qui les louent moyennant un loyer très bas pour l'époque actuelle. Les tarifs de 1914 sont encore souvent appliqués : 2 fr. 50 à 6 francs par pièce et par mois, plus la jouissance d'un lopin de terre.

Ce fait du logement à bon marché permet de payer les ouvriers moins cher que dans le Nord.

Les conditions économiques étant les mêmes pour presque toutes les usines, il a été facile de donner aux ouvriers une allocation familiale. Une caisse a été fondée pour les Vosges : tous les industriels, n'y adhèrent pas, mais cela n'empêche pas ceux qui n'y sont pas affiliés de donner les allocations familiales à leurs ouvriers d'après le même tarif. Ces allocations viennent d'être majorées depuis le 1^{er} janvier.

Une autre caisse fonctionne à Nancy. Elle est inter-

professionnelle, et englobe toutes les industries du rayon de Nancy.

Apprentissage. — Pas d'apprentissage ; l'ouvrier textile est rétribué dès le premier jour, il est d'abord employé à des travaux faciles sous la direction d'un ouvrier expert. C'est pour cela que l'on trouve dans les ateliers une forte proportion d'enfants de 13 à 18 ans.

Main-d'œuvre étrangère. — Jusqu'ici on n'y a pas fait appel, les patrons craignant que les ouvriers étrangers à la région aient des exigences qui pourraient avoir des répercussions sur celles des ouvriers du pays.

D'autre part, dans la convention de 1919, les représentants des industriels et des ouvriers se sont entendus pour que l'immigration de main-d'œuvre étrangère ne puisse être provoquée qu'après examen des deux partis intéressés.

Syndicats. — On rencontre quelques syndicats ouvriers, mais ils paraissent peu actifs. Les patrons payant des salaires qui suivent le coût de la vie enlèvent ainsi un gros motif à leur activité.

§ 3. — EVOLUTION DE L'OUTILLAGE

Les difficultés de recrutement de la main-d'œuvre et l'emploi de plus en plus grand des femmes dans l'industrie textile ont conduit les constructeurs à simplifier les machines afin d'en rendre le maniement possible par des femmes, et d'autre part, d'en rendre le réglage si

facile que l'on puisse ne plus avoir recours à des ouvriers spécialisés.

Filature. — Sous cette dénomination générale, on réunit un certain nombre d'opérations dont les principales ont pour but : de mélanger diverses qualités de coton, de le nettoyer, de le carder et le peigner, et, enfin, par une série d'étirages et de laminages, de former une mèche que la dernière opération, le filage, transformera en filés ayant la grosseur et la torsion réclamées par le tissage.

Les progrès réalisés par les constructeurs sur les machines de préparation au filage (telles que mélangeur, cardes, peigneuses, etc...), malgré leur importance technique n'ont pas encore eu de conséquences économiques sur l'évolution de l'industrie en général, aussi nous ne nous y arrêtons pas.

Toute autre est la situation du filage qui se trouve être la dernière et la principale opération de la filature. Jusqu'ici, elle se faisait à l'aide des métiers dits renvideurs ou *self Acting*, ainsi appelés parce que le laminage de la mèche, sa torsion et son renvidage se font successivement ; ou par des métiers dits continus parce que ces opérations s'opèrent simultanément.

Actuellement, la grande évolution pour la filature consiste dans le remplacement des métiers *Self Acting* par des métiers continus. Sans doute, la transformation avait commencé bien avant 1914 ; car le métier continu est connu depuis longtemps, mais elle s'accélère maintenant

sous la pression de diverses nécessités résultant de la guerre : difficultés de trouver des fileurs : la conduite d'un métier Self-Acting est d'une part délicate, et de l'autre très fatigante. Seuls, des hommes spécialisés depuis longtemps, peuvent diriger un tel métier tandis qu'une femme non spécialisée peut facilement et sans fatigue surveiller un métier continu.

Le métier Self-Acting n'est que la transformation des vieux métiers Mull Jenny que les ouvriers devaient manœuvrer à la main ; il est encombrant : mille broches de Self-Acting occupent la même place que 1.600 broches de continu ; la production qui était pour la trame numéros 37 (1) (trame couramment filée dans les Vosges) de 50 grammes par broche de Self-Acting et par journée de 10 heures est de 70 grammes par broche de continu et par journée de huit heures. Le personnel nécessaire pour la conduite d'un métier continu est aussi nombreux que pour celle d'un Self-Acting ; mais comme il est composé de femmes et d'enfants au lieu d'ouvriers spécialisés, il en résulte pour l'industriel une économie de salaires.

Tout ceci montre que cette modification dans l'outillage améliore le rendement économique de l'industrie.

A l'origine, on reprochait aux métiers continus de

(1) On appelle numéros d'un fil le rapport qui existe entre sa longueur et son poids. L'unité de poids est de 500 grammes. Le numéro du fil indique donc le nombre de kilomètres de fil de coton pesant 500 grammes.

ne pas filer des filés assez fins d'une part, et de ne pas pouvoir donner les fils assez floches nécessités par la trame d'autre part. Le premier argument n'était pas valable pour les Vosges, car les produits courants du tissage vosgien ne demandent que des fils de grosseur moyenne.

Aussi un certain nombre de métiers continus était déjà employé avant la guerre pour faire le fil de chaîne. Seules, les usines filant des fils très fins continuent à employer des métiers Self-Acting. Ce sont, d'ailleurs, des usines du Nord dont la spécialité exige du fil fin.

Grâce à des perfectionnements récents, la torsion du fil a pu être réglée pour obtenir le fil floche désiré pour la trame. Ces découvertes et la guerre ont précipité la disparition des métiers Self-Acting dans la région de l'Est. Les usines qui en possèdent encore sont de moins en moins nombreuses, et il n'est pas rare de voir dans ces dernières des métiers Self-Acting arrêtés dans l'atelier par manque d'ouvriers spécialisés.

Le métier continu à vitesse variable commandé par un moteur électrique individuel récemment employé permet d'obtenir un fil meilleur ; le rendement du métier est ainsi augmenté, mais son coût d'établissement est sensiblement plus élevé.

En 1912, l'installation d'une filature avec toutes les machines accessoires de la force motrice et du bâtiment, montait à 65 francs par broche sans le terrain.

Actuellement, pour une filature de même importance, le devis monte à 250 francs par broche sans le terrain

et les bâtiments. Il est à remarquer que, le devis étant fait pour l'emploi de métiers continus, la filature aurait une production supérieure à celle de 1912.

Les dangers d'incendie sont très grands dans les filatures par suite des parcelles de coton qui flottent dans l'air et obligent les industriels à payer des primes d'assurances élevées qui sont une lourde charge pour leur budget. Les assureurs accordent des réductions de 50 % sur les primes si l'usine possède des moyens de protection propres ; presque toutes possèdent actuellement des organisations spéciales pour arrêter le développement des incendies. L'appareil le plus employé ; le Grinell fonctionne automatiquement ; quand la température atteint un certain niveau, un dispositif permet l'inondation immédiate de l'atelier.

Tissage. — Dans le tissage, l'évolution du matériel est moins marquée que dans la filature. Les différents types de métiers mécaniques employés avant la guerre sont toujours en service. Le rendement de ces métiers est variable selon l'article tissé, selon sa largeur et la capacité de l'ouvrier.

Actuellement, toutefois, une modification importante commence à se dessiner dans le tissage ; certaines usines ont monté des métiers Northops ou automatiques. La caractéristique de ce métier est que le changement de canettes se fait sans que l'ouvrier ait à intervenir.

La canette est, en effet, un des organes essentiels de

la fabrication : elle contient le fil avec lequel on forme la trame de l'étoffe ; autrefois, l'ouvrier la lançait à la main ; un premier progrès a consisté à la faire lancer mécaniquement ; mais l'ouvrier était encore obligé d'intervenir chaque fois que le fil de la canette était épuisé ; actuellement, grâce à un magasin se trouvant au-dessus du métier, la canette vide est automatiquement remplacée par une canette pleine ; on saisit facilement l'économie de temps et par suite de main-d'œuvre qu'un tel perfectionnement a permis de réaliser.

Enfin un dernier progrès consiste en l'adaptation sur tous les métiers de dispositifs qui font que le métier s'arrête, quand un fil de trame ou de chaîne est cassé. Toutefois, il faut remarquer que le métier automatique ne convient pas à la fabrication d'articles fins : en effet, un ouvrier peut se voir confier jusqu'à 24 métiers automatiques ; ce qui fait que la confection du tissu étant moins surveillée, l'étoffe pourra posséder plus de défauts que celle faite avec un métier ordinaire.

De plus, pour que l'emploi du métier automatique ne donne pas de mécomptes et que par des arrêts continuels le rendement de ces métiers ne soit pas diminué il faut :

- 1°. — Que ce métier ait un bon mécanisme ; cela dépend du fabricant ;
- 2°. — Que les matières premières employées soient impeccables principalement les fils de chaîne.

Pour que cette dernière condition soit remplie, il y a

donc avantage à ce que le tissage soit intégré à une filature, car c'est le seul moyen pour lui d'obtenir des matières premières de qualité uniforme.

Du côté ouvrier, il se produit une légère résistance à l'introduction du métier automatique ; la surveillance de 24 métiers exige plus de fatigue, de plus, les industriels hésitent à changer leur outillage craignant que l'emploi des deux sortes de métiers dans la même usine n'amène des difficultés avec les ouvriers pour les salaires des tisserands, ceux-ci pouvant être fort différents suivant le genre de métier qui leur est confié.

Employé en Amérique dès le commencement du siècle, le métier automatique avait été introduit dans les Vosges avant la guerre ; le manque de main-d'œuvre semble devoir développer son emploi ; mais l'évolution paraît se faire avec hésitation ; car la transformation de l'outillage coûterait fort cher et de plus ne permettrait pas la variété des produits fabriqués qui a été jusqu'ici la caractéristique de l'industrie des Vosges.

L'établissement d'usine de tissage comprenant toutes les machines de préparations, les bâtiments, l'installation de force motrice sans le terrain s'élève :

à 6.500 francs, par métiers ordinaires,

de 8.000 francs à 8. 500 francs par métiers automatiques.

Pour terminer l'étude de l'outillage des usines textiles, il est à remarquer que ce matériel qui était autrefois presque entièrement d'origine anglaise est de plus en plus remplacé par du matériel provenant d'usines françaises,

en particulier de la Société Alsacienne de constructions mécaniques. Cette Société est la seule fabricant toutes les machines nécessaires à une usine textile. Pour les métiers à tisser elle rencontre la concurrence de nombreuses firmes françaises.

Force motrice. — Les premières fabriques ont été attirées dans les Vosges par le bon marché de la force hydraulique ; c'est pour cela que les premières usines se sont installées dans la montagne vers 5 à 600 mètres d'altitude pour utiliser au mieux les chutes.

Les usines en se développant ont dû recourir à la force motrice de la vapeur. Toutes ont ainsi établi, au moins comme installation de secours pendant la période d'été où le niveau des eaux baisse, des machines à vapeur.

Dans le second stade du développement de l'industrie, les nouveaux établissements se sont construits près des moyens de communications (chemins de fer ou canal) et marchent entièrement à l'aide de machines à vapeur.

Depuis la guerre, la région de l'Est ayant fait un gros effort pour l'organisation des transports d'énergie électrique, un certain nombre d'industries ont branché leur usine sur les secteurs électriques, espérant ainsi se débarrasser du souci de l'approvisionnement en charbon, mais les usines ayant subi des pannes d'électricité, d'autant plus fréquentes qu'elles étaient plus éloignées de la source productrice de force, les industriels renoncent en ce moment à l'utilisation du courant électrique et pré-

fèrent continuer à produire eux-mêmes leur force motrice.

En ce qui concerne la force motrice, il serait utile de rappeler l'intérêt que la région économique de l'Est a pris aux études d'aménagement du Rhin. Si l'équipement en usines électriques du Rhin, à Bâle, à Strasbourg était réalisé, il est probable que l'industrie cotonnière de l'Est pourrait recevoir plus de force motrice à bon marché et d'une façon très régulière.

Reconstruction industrielle. — La guerre a détruit un certain nombre d'usines dans la vallée de la Vezouze en Meurthe-et-Moselle et à l'est de la Meurthe dans le département des Vosges. Environ 178.000 broches et 10.000 métiers ont disparu ; actuellement, tout ce matériel a été reconstitué.

§ 4. — IMPORTANCE DES FACTEURS DE LA PRODUCTION.

OBJET ET CONDITIONS DE LA PRODUCTION

Importance des facteurs de la production. — Pour la filature, cette importance est donnée par le nombre de broches. La broche est prise comme base de statistique parce qu'elle est l'organe essentiel des métiers accomplissant la dernière opération de la filature : le rendement d'un métier à filer est indiqué techniquement en grammes par broche en fonction de la vitesse de la broche, du numéro filé et par journée de 8 heures.

La production par broche pour 60 heures peut varier de 7 kg. 925 à 0,487 selon le numéro obtenu.

Le nombre de broches relevant du syndicat cotonnier de l'Est est de 3.140.000 broches. Le rayon du syndicat cotonnier dépasse celui de la région économique, car il englobe dans ses statistiques les tissages et filatures établis dans le Doubs, à la limite du territoire de Belfort ; mais comme l'importance textile du Doubs est faible, nous n'avons pas cherché à défalquer les chiffres relatifs à ce département.

500.000 broches environ filent dans l'est du Jumel (nom donné au coton d'Egypte) ; dans les statistiques, on distingue toujours les produits obtenus avec le Jumel ; car ils ont une valeur beaucoup plus grande que ceux obtenus avec des cotons d'origine différente ; ils sont vendus aux tissages faisant des articles de qualité supérieure ou aux usines faisant le fil à coudre.

L'importance du tissage est indiquée par le nombre de métiers. Ces derniers sont tous mécaniques dans l'Est. Leur nombre est de 70.600, chiffre dans lequel sont compris les métiers d'articles de couleurs de la région de Saint-Dié.

Il est à remarquer que le nombre des métiers n'indique qu'en partie la puissance de l'industrie textile de l'Est, car les chiffres d'une part n'indique ni le genre des métiers, ni la quantité et la valeur des tissus produits ; de plus, ces chiffres peuvent être inférieurs à la réalité, car ils sont établis d'après les renseignements donnés par

les industriels qui ont intérêt à sous estimer leur capacité de production, les taxes syndicales étant proportionnelles au nombre de métiers possédés.

Ce qu'il y a de certain, c'est que si on ne regarde que le nombre des broches et des métiers, le groupe cotonnier de l'Est est de beaucoup le plus important de France et même un des plus importants de l'Europe.

En général, dans les Vosges où l'on produit surtout du calicot avec la trame numéro 37 et la chaîne numéro 28, on peut dire qu'il faut environ 40 broches pour alimenter un métier ; dans ces conditions, les statistiques montrent qu'il y a presque équilibre entre la production de la filature et celle du tissage.

L'impression vosgienne possède 30 machines à imprimer. Cette partie de l'industrie textile est nettement insuffisante par rapport aux autres facteurs de la production, elle est beaucoup moins importante que l'impression normande et surtout alsacienne.

Objet. — L'objet principal de la production dans l'industrie cotonnière est le tissu écri calicot $3/4$ (1).

A côté du calicot ordinaire, de nombreux industriels fabriquent toute une gamme d'autres articles ; ceux qui travaillent avec des filés Jumel font exclusivement des tissus de belle qualité.

(1) C'est-à-dire que la largeur du tissu est de $3/4$ de l'unité adoptée : cette unité étant le mètre vingt, la production ordinaire est donc un calicot de 0 m. 90 de largeur.

Les conditions de la production. — Environ les $\frac{2}{3}$ des broches et des métiers appartiennent à des filateurs tisseurs.

Cette proportion est très différente de celle que l'on rencontre dans les autres régions françaises où les filatures et tissages appartiennent à des propriétaires différents. C'est le seul exemple d'intégration que l'on trouve dans l'industrie cotonnière de l'Est.

La tendance à la concentration n'existe pas : les établissements les plus importants sont inférieurs en puissance aux établissements similaires du Nord et même de Normandie ; ils sont incontestablement beaucoup moins importants que les établissements de Manchester. La filature la plus puissante paraît être celle de la Vologne avec plus de 200.000 broches, dont 130.000 dans une seule usine ; tandis qu'en Angleterre on trouve des établissements de plus de 200.000 broches.

La moyenne par établissement ressort dans les Vosges de 30 à 40.000 broches : pour le tissage, la concentration est encore moins avancée, on trouve même des usines ne comportant que quelques métiers.

Pour le département des Vosges, le nombre d'établissements textiles se répartit de la façon suivante :

Établissements d'après le nombre des Salariés (1)

	1921			1906		
	de 1 à 10	de 11 à 100	Plus de 100	de 1 à 20	de 21 à 100	Plus de 100
Filature de coton	3	5	19	7	6	19
Tissage de coton.....	12	49	89	69	38	13

En 1906, dans l'industrie cotonnière, trois établissements avaient de 1.000 à 2.000 ouvriers, un seulement avait plus 5.000.

On voit que dans le tissage, la moyenne industrie a tendance à se développer : cela s'explique par l'organisation actuelle de la production dans l'industrie textile.

Une grande partie des industriels achètent le coton, le transforment en fils, puis en tissus et s'occupent ensuite de la vente. Ce sont en général les industriels chefs d'établissements importants, ceux possédant filature et tissage.

Toute la moyenne et la petite industrie du tissage travaille à façon : elle est souvent entre les mains d'anciens ouvriers qui sont arrivés à être propriétaires de quelques métiers ; quelques-uns même en ont jusqu'à 2 ou 300 ; ils travaillent soit pour des maisons de gros de Paris ou d'Epinal, soit pour de grands industriels qui, à certains moments, peuvent ainsi prendre des engagements

(1) La première ligne donne le nombre des établissements s'adonnant exclusivement à la filature, tandis que les filatures intégrées à un tissage sont comprises dans le nombre des tissages,

dépassant beaucoup leurs moyens propres de production, prenant ainsi sur le marché une influence beaucoup plus grande que ne semblerait le comporter leur matériel propre.

Les façonniers reçoivent des filés ; ils ont droit à un pourcentage de déchets sur le rendement des matières premières qui leur sont données et moyennant un tarif librement débattu, ils rendent une quantité déterminée de tissu.

Ces industriels ont fait de gros bénéfices depuis la guerre, car ce genre de travail leur évite les risques inhérents à l'achat des filés, le danger du stockage, considérations importantes dans cette période de variations profondes de prix ; d'autre part, ils ont des bénéfices sur les déchets.

Il est difficile de se rendre compte du nombre des façonniers ; car certains industriels travaillent, tantôt à façon, tantôt pour leur compte, cela dépend des conditions du marché.

L'industrie vosgienne autrefois, était une industrie familiale ; chaque ouvrier travaillait à domicile. La fonction de l'industriel à cette époque était de remettre à l'ouvrier des filés à charge pour ce dernier de lui rendre du tissu.

Depuis longtemps déjà, il s'est produit une évolution très nette dans l'organisation de cette industrie : presque tout le travail est effectué en usines. Pourtant, il est utile de signaler que, quelques tisserands à domicile,

ont pu se maintenir dans la région de Saint-Dié, Gérardmer, dans les hameaux de la montagne, grâce à la qualité de leur production ; mais cela est maintenant tout à fait une exception.

Jusqu'ici, les prix de revient sont restés relativement bas dans l'industrie cotonnière de l'Est et ont été un facteur de sa prospérité : cela est dû au peu d'exigence de la main-d'œuvre ; peut-être y a-t-il lieu de craindre que cette circonstance favorable ne puisse se maintenir, si le manque d'ouvriers oblige à faire un large appel à ceux d'autres régions si le machinisme n'arrive pas à y suppléer.

L'industrie textile, malgré une certaine évolution vers la grande industrie et une certaine concentration en usines importantes, a conservé un certain caractère patriarcal qui s'explique par son morcellement, par le climat. Les chefs d'entreprises, sauf quelques exceptions, au lieu d'aller établir leurs services commerciaux et administratifs dans les grands centres de la région ou à Paris et de se mettre ainsi en relations avec la clientèle, sont généralement restés en contact avec les ouvriers dans le village où est établie l'usine. Ils habitent une belle villa qu'on appelle « le château ». Comme de plus ils ont donné à leurs ouvriers de nombreuses preuves de solidarité sociale, ils ont conservé sur eux une réelle influence qui contribue à faciliter les rapports entre employeurs et salariés.

CHAPITRE II

SITUATION ECONOMIQUE

§ 1^{er}. — APPROVISIONNEMENTS EN MATIÈRES PREMIÈRES

Approvisionnement. — Nous ne pouvons pas avoir de renseignements exacts sur l'approvisionnement des usines vosgiennes ; les statistiques n'indiquent que les importations de coton pour toute la France ; il est impossible de connaître leur répartition entre les diverses régions : le commerce intérieur n'est susceptible d'aucun contrôle à ce sujet.

On peut cependant se faire une idée des besoins de l'industrie textile de l'Est, en considérant que la consommation est proportionnelle au nombre de broches et en rappelant que ce groupe possède 3.030.000 broches à filer sur 9.544.000 pour toute la France, 2.200.000 broches filent du coton égyptien dont un quart environ se trouve dans les Vosges.

Dans l'Est, le coton de l'Inde n'est pas en usage.

Or, les besoins de la France en 1913 étaient de 329.537

tonnes de coton valant 578.494.800 francs (1) dont

249.876	tonnes	venaient	des	Etats-Unis,
29.495	—	—	—	d'Egypte.
25.347	—	—	—	des Indes.

Le reste, soit moins du 1/13 des achats français, était fourni par divers pays.

Sur ces arrivages, 58.376 tonnes étaient réexportées pour une valeur de 103.897.000 francs. Du fait de la réintégration de l'Alsace dans l'unité française, on peut considérer que les besoins ont augmenté de 67.000 tonnes ; les besoins de la France seraient donc actuellement de 338.000 tonnes environ, si l'industrie marchait à plein comme en 1913.

Pendant la guerre, les importations avaient fortement fléchi, elles se sont relevées à (exportation déduite) :

203.985	tonnes	en	1920
188.729	—	—	1921
239.601	—	—	1922
234.465	—	—	1923
254.603	pour les 11 premiers mois de 1924.		

L'année 1924 semble devoir être la première année où la consommation de coton atteindra celle d'avant-guerre, si on tient compte de la diminution des heures de travail.

Nos fournisseurs les plus importants restent les Etats-Unis, l'Egypte et l'Inde, un nouveau fournisseur a fait

(1) Rapport général sur l'Industrie française. Ministère du Commerce, 1919.

son apparition : l'Afrique avec quelques milliers de balles.

Actuellement, les deux seuls fournisseurs intéressants pour la région de l'Est sont : les Etats-Unis et l'Egypte.

La période d'après-guerre a été caractérisée par les brusques et fortes variations que les prix du coton ont subis : pendant les six premiers mois de 1914, les cours du Havre des 50 kilogrammes de coton Good Middling (1) ont oscillé entre 90 francs au plus haut en mai et 81 fr. 50 au plus bas en mars, tandis qu'en 1920, 1923 et 1924 les prix varieront de 350 à plus de 1.000 francs représentant des variations de plusieurs centaines de francs au cours d'une année ; seules les années 1921 et 1922 verront des différences moins fortes en raison de l'atonie générale du marché due à la crise industrielle mondiale.

Ces fluctuations des prix peuvent en partie s'expliquer : 1° par des difficultés d'approvisionnement provenant de la raréfaction de la matière première, 2° par la situation spéciale du marché du coton qui est presque entièrement entre les mains d'un seul pays, les Etats-Unis, et enfin actuellement pour la France par la question des changes.

Difficultés d'approvisionnement provenant de la raréfaction de la matière première. — Le fait capital est la création d'une industrie cotonnière dans les pays grands producteurs de matière première, sauf en Egypte.

(1) On appelle ainsi une qualité moyenne de coton des Etats-Unis.

Le principal producteur; les Etats-Unis, qui exportaient en 1870 2.922.757 balles sur une production de 4.024.527 balles, n'exportent plus :

en 1900	que	6.806.572	balles	sur	une	production	de	10.266.527	balles
— 1910	—	8.025.991	—	—	—	—	—	12.005.688	—
— 1920	—	6.025.915	—	—	—	—	—	13.879.916	—
— 1921	—	6.475.687	—	—	—	—	—	8.351.393	—

L'exportation, qui en 1870 servait de débouchés au $\frac{3}{4}$ de la production, n'en absorbe plus que les $\frac{2}{3}$ en 1910, la moitié en 1920. Si elle a pu se maintenir en 1921, c'est que pendant la guerre, les besoins extérieurs ayant été moindres, il s'est constitué des stocks à l'intérieur du pays et ces stocks ont permis de faire face aux demandes ultérieures de l'exportation malgré les mauvaises récoltes de 1921 et 1922.

Les dernières récoltes étant normales, celle de 1924-25 étant évaluées à 13.000.000 de balles, les stocks restant étant estimés à 2.300.000 balles une disette de coton pour la filature européenne ne semble pas devoir être immédiate.

Le coton disponible aux Etats-Unis pour l'exportation diminuant chaque année, les consommateurs européens sont à la merci d'une mauvaise récolte dans ce pays. Un phénomène intéressant pour la France est la diminution des achats anglais sur ce marché américain. Les Anglais semblent s'intéresser à d'autres centres producteurs dont ils ont la maîtrise politique.

Une autre cause de la diminution de la quantité de

coton disponible aux Etats-Unis, est que depuis 20 ans, les rendements des récoltes diminuent malgré une augmentation de l'acréage : le rendement baisse parce que d'une part, une bonne partie de la récolte est dévorée sur pied par une sorte de charançon qui a envahi les plantations depuis une dizaine d'années et d'autre part, par le caractère de la culture du coton : elle est faite par de petits propriétaires qui la font alterner avec celles d'autres plantes. Ces fermiers emploient insuffisamment les engrais et négligent la culture du coton en raison de la difficulté croissante de trouver la nombreuse main-d'œuvre qui lui est nécessaire. Les nègres, surtout depuis la guerre, aiment mieux aller travailler dans les usines que de rester à la terre.

L'Egypte, est le seul pays producteur qui n'ait pas encore créé d'industrie de transformation ; mais sa production, ne donnant que des cotons de grande valeur, aura toujours un marché limité et comme d'autre part, la quantité de terrains cultivables ne peut pas être augmentée, le rendement est arrivé à son maximum. Au point de vue commercial, l'Egypte est entre les mains des Anglais qui lui prennent la moitié de sa production.

Le coton aux colonies. — On voit donc que pour la filature française se pose de plus en plus le problème d'assurer sa matière première, sans être obligée de dépendre d'une récolte et d'un seul pays ; de là, est né le mouvement qui a pour but de rechercher dans nos

colonies la matière première qui nous est indispensable. En 1903, a été créée, sous l'influence du syndicat général de l'industrie cotonnière, l'Association Cotonnière Coloniale qui a pour but d'étudier : 1° le développement de la culture du coton dans les colonies sous toutes ses formes, 2° de favoriser l'achat et l'emploi par l'industrie française de ce coton ; une grande partie du capital de l'association a été souscrit à l'origine par l'industrie de l'Est.

C'est une œuvre de propagande d'intérêt national ; elle n'a pas de caractère commercial, et elle s'est ainsi privée de ressources : elle a surtout cherché à favoriser la culture par la création de stations d'égrenages dans les diverses colonies où cette culture peut prendre de l'extension. Ces stations sont absolument nécessaires ; elles permettent, en effet, de débarrasser le coton des graines et des enveloppes inutilisables dans l'industrie textile qui alourdisent considérablement la matière à importer en France et de diminuer ainsi les frais de transport qui, sans cela, seraient prohibitifs. L'Association envoie aussi des semences sélectionnées pour améliorer les cultures.

Elle manque de ressources ; en 1922, elle a reçu une subvention de 4 millions provenant des bénéfices réalisés par le consortium colonnier pendant la guerre. Ses revenus ne dépassent pas actuellement de 1 million à 1 million 200.000 francs. Ils sont constitués par des subventions des Colonies et de l'Etat et surtout par la contribution de un franc par balle de coton consommée par les

filateurs. Cette contribution est volontaire, mais elle n'est pas payée par la totalité des broches françaises. Maurice Geneste, dans le *Temps*, propose que cette contribution soit obligatoire, et devienne une taxe perçue à l'importation (1) ; cette taxe aurait une affectation spéciale ; elle pourrait être de 1 ou 2 francs par balle ; l'augmentation du prix de revient serait faible par rapport à la valeur d'une balle qui est de 3.000 francs (2).

La question du coton aux colonies semble être une question qui devrait intéresser les régions économiques françaises ; car ainsi chaque région pourrait faire un effort dans la colonie qui pourrait lui procurer la qualité de coton qui l'intéresse le plus. C'est ainsi qu'un groupement de Tourcoing vient de faire des essais dans la Haute-Volta et à Madagascar pour développer l'élevage du mouton, pour assurer sa consommation en laine. Il semble que pour le coton, chaque région économique possédant un groupe d'industrie cotonnière, pourrait faire un effort analogue. La région économique de l'Est met actuellement cette question à l'étude.

Cette formule paraît devoir être féconde ; il semble

(1) *Le Coton Colonial*, article du supplément économique du *Temps* du 30 janvier 1925.

(2) Il semble utile de rappeler que l'association similaire anglaise dispose d'un capital de Livres Sterlings : 1.500.000, d'une subvention annuelle de Livres Sterlings 50.000 (environ 4.000.000 de francs en comptant la livre au cours de 80 francs) et du produit d'une taxe de 6 pences par balle entrée en Angleterre ; cette taxe est obligatoire, la perception en est autorisée par une loi.

que les industriels devront s'intéresser plus à une œuvre à laquelle ils ont un intérêt direct, qu'à une entreprise collective d'ordre national dont le but général masque celui de chacun. Il faut rappeler les essais de MM. Dollfus, de Mulhouse, en Algérie, au moment de la guerre de Sécession. Cette tentative réussit bien, mais le coton ayant subi une baisse rapide après la cessation de la guerre civile américaine, les plantations n'étant plus rémunératrices furent abandonnées après 1870.

Actuellement, la colonie qui semble nous donner le plus d'espoir est l'Afrique Occidentale. Culture en terrain sec et culture en terrain irrigué peuvent également réussir ; la première serait d'un rendement plus rapide, car elle s'appuie sur l'indigène ; la difficulté réside dans le fait qu'il faut apprendre à ce dernier à bien cultiver et l'intéresser à livrer les cotons homogènes et propres que réclame le commerce.

La culture en terrain irrigué convient à des sociétés puissantes pouvant faire de grandes immobilisations. Pour le moment, par suite du manque de main-d'œuvre, et en raison de l'importance des sommes à dépenser pour réaliser tous les travaux nécessaires à l'irrigation du Soudan, cette forme de culture n'est pas susceptible de prendre dès maintenant un grand développement. Pourtant, quelques sociétés se sont installées au Soudan, où elles réalisent l'irrigation par pompage ; ces essais sont trop récents pour que l'on puisse présumer de leurs résultats.

Avant guerre, la France ne recevait pas de coton d'Afrique, elle en a reçu 3.000 tonnes en 1923.

Aux Antilles, en Océanie, la France pourrait aussi trouver du coton : mais le manque de main-d'œuvre ou des cultures plus rémunératrices en détournent les planteurs. En Indo-Chine, l'indigène a toujours cultivé le coton, la filature y est assez prospère, mais le coton disponible part au Japon.

Dans l'ensemble, il semble donc que si la France veut faire un effort dans ses colonies, elle récoltera bientôt le résultat de ses travaux et y trouvera un appoint sensible pour son approvisionnement.

Difficultés dues à la situation spéciale du marché. — Les Américains produisant plus de la moitié de la récolte mondiale de coton et ayant été longtemps les seuls fournisseurs de l'Europe industrielle, ils ont pu profiter de leur monopole pour faire des fournitures dans des conditions telle qu'elles sont des sources de pertes pour l'industriel.

Parmi ces nombreux abus, dont se plaint la filature, il faut signaler : emballages défectueux des balles américaines, d'où perte d'une partie de la balle ; humidité du coton trop grande (il y a lieu de rappeler que pour comprimer le coton en balles, il faut le mouiller légèrement) : les règlements admettent une certaine tolérance dans le poids d'eau que peut contenir le coton : mais les

balles américaines dépassent souvent de beaucoup la limite fixée.

Enfin il y a de nombreuses fraudes sur la longueur des soies et leur classement (1). Sur un achat de coton qualité Good Middling qui doit comporter des soies de 28 à 30 m/m de longueur, la tête du lot est bien fournie en ce classement, le centre n'a plus que 20 m/m et dans les dernières balles on trouve des fibres de 15/16 m/m qui sont presque inemployables. Cette irrégularité des cotons américains peut s'expliquer par une culture mal soignée ; la terre étant épuisée, les plants dégénèrent.

Enfin, une grande cause de l'instabilité des cours du coton est due au fait que les Américains sont en mesure de diriger le marché grâce à la possibilité d'accaparer quelques centaines de milliers de balles : dans les années de faible rendement, ils peuvent ainsi provoquer des hausses de prix qui ont une répercussion ruineuse. De plus, le marché reste souvent agité : car les évaluations de la récolte sont souvent faites prématurément et permettent ainsi à la spéculation d'agir.

Enfin il faut ajouter spécialement pour les industriels français la question du change qui aggrave ou modifie les fluctuations du marché du coton de New-York : ainsi la hausse du coton en mars 1924, est due uniquement à la variation du change : les cours du coton cotés à New-

(1) Enquête sur la Production française et la concurrence étrangère. Rapporteurs généraux : Henri Hauser et H. Hitler, 1917.

York étaient en baisse très marquée, tandis que ceux du dollar s'élevaient à Paris.

§ 2. — CONDITIONS D'APPROVISIONNEMENTS

Marchés-Ports importateurs. — Le Havre est le marché des cotons pour la France ; c'est en même temps le grand port importateur ; Marseille importe des cotons égyptiens ; Dunkerque des cotons égyptiens également et des cotons de l'Inde, mais le rôle de ces derniers ports est faible. L'importance du Havre tend cependant à diminuer ; en 1923, il n'a importé que 72 % du coton consommé en France, tandis qu'en 1913, sa part montait à 78 %

Conditions. — Les cotons égyptiens sont achetés par l'intermédiaire de commissionnaires qui représentent des maisons d'Alexandrie ; pour les cotons américains, toutes les affaires se traitent par le Havre, également par l'intermédiaire de commissionnaires qui ont des représentants dans les centres industriels ; toutefois, les industriels les plus importants ont au Havre des agents qui achètent directement sur le marché. Les ventes se font aux conditions de la Société des courtiers en coton du Havre : en disponible ou à livrer ou à terme. Ces dernières transactions sont enregistrées et garanties par la Caisse de liquidations des affaires en marchandises qui est une Société anonyme au capital de 6 millions.

La Caisse délivre des contrats aux parties contractantes moyennant un « dépôt d'origine » fixé suivant la valeur de la marchandise et fourni par les 2 contractants. L'unité de contrat est de 11.000 kg., soit 50 balles environ. Les contractants doivent fournir en plus « des marges » selon la variation des cours.

Lorsque l'opération à terme se liquide par une livraison, le coton est arbitré par des courtiers. Les marchés à livrer sont : livraisons sur mois, livrable conditions du Havre.

« Les conditions du Havre » comptent un certain nombre de frais qui s'ajoutent au prix. Au Havre, c'est l'acheteur qui paie les frais de mise sur wagon, tandis qu'à Brême, par exemple, les prix s'entendent sur wagon. De même, les règlements prévoient les conditions d'arbitrage et de conditionnement.

De nombreux achats sont faits à livrer et à écart, c'est-à-dire que le prix n'est fixé qu'au moment de la livraison d'après les cours du terme.

Le paiement est en général à 15 jours, mais de plus en plus les négociants admettent que l'industriel se libère par des traites acceptées à 90 jours, traites comportant le prix de facture, les intérêts plus les frais.

Le marché à terme est très utile au filateur ; car il lui permet de s'assurer contre une hausse éventuelle ou bien contre la baisse, s'il a acheté du coton à livrer, mais dont il n'a pas l'emploi.

Bureau de conditionnement. — Au Havre, il y a un bureau de conditionnement. Le conditionnement est l'opération qui consiste à déterminer l'état hygrométrique d'une matière textile. La tolérance appelée « reprise » est de 8 1/2 % pour le coton. Le bureau constate aussi la tare des balles. Ce bureau est surveillé par le Syndicat général de l'industrie cotonnière.

Transports. — Les transports vers l'industrie de l'Est se font uniquement par chemin de fer, que les cotons viennent de Marseille ou du Havre. En 1920, au moment de la crise des transports, on a essayé de faire venir le coton par bateau. Les essais ont été lamentables, il a fallu plusieurs mois et le coton est arrivé complètement abîmé.

Au premier abord, on ne voit pas quelles difficultés s'opposent à ce moyen de transport : peut-être faut-il en accuser d'une part, la routine commerciale et d'autre part, la mauvaise volonté des compagnies de chemins de fer qui ont longtemps refusé de réexpédier les marchandises arrivées par eau et que les concessionnaires de voies de raccordement chargeaient sur wagons.

§ 3. — SITUATION FINANCIÈRE

Transformation des sociétés de personnes en société de capitaux. — En 1904, dans sa réponse au questionnaire de la commission d'enquête parlementaire sur l'industrie textile, le Syndicat cotonnier de l'Est signale

l'existence de 14 sociétés anonymes, le reste des usines étant géré par des particuliers ou des sociétés en nom collectif.

L'Annuaire de la Banque Renault de 1921, indique 67 sociétés anonymes ou en commandite par actions pour le groupe textile Nancy-Vosges. Depuis cette époque, les journaux ont annoncé la transformation en sociétés anonymes de nombreuses autres entreprises, ce qui fait qu'actuellement, on peut dire que la société anonyme ou la commandite par action est à peu près la forme normale des entreprises vosgiennes.

Du reste, malgré cette évolution, l'action de l'ancien propriétaire reste prépondérante et ces sociétés sont constituées souvent entre membres d'une même famille. Les actions de deux ou trois sociétés parmi les plus importantes circulent quelquefois à la bourse de Nancy, mais c'est là une exception.

Certaines entreprises au moment de leur transformation en société anonyme ont créé deux sorte d'action ; les actions d'apport sont des actions A et ont un droit de vote plural, les actions mises en souscriptions sont des actions B et n'ont qu'un droit de vote unitaire. Cet artifice permet de maintenir l'influence des premiers propriétaires.

Motifs de ces transformations. — Le motif est avant tout d'ordre fiscal : c'est la prétention du fisc qui exige que les associés d'une société en nom collectif fassent

figurer dans leur déclaration, en vue de leur assujettissements à l'impôt sur le revenu, non seulement la part leur revenant dans le bénéfice distribué, mais la part des bénéfices laissées en réserves.

Cette thèse vient d'être ratifiée par un arrêt du Conseil d'Etat en date du 9 février 1925 (1).

Comme les sommes affectées ainsi à la constitution d'un fonds de réserve restent la propriété de la société et que ces sommes peuvent ne jamais venir entre les mains des associés en cas d'années déficitaires, il y a donc avantage pour les associés à transformer leur société en société anonyme ; de plus, ayant une personnalité propre, la société anonyme peut, en cas de besoin, recourir plus facilement à des emprunts obligataires ; presque toutes les entreprises sous cette forme avant-guerre avaient ainsi fait un appel au public.

Capital investi. — Le capital investi dans les affaires textiles de l'Est est très important ; mais il doit être notablement inférieur à celui immobilisé dans la métallurgie lorraine. Le capital des sociétés textiles oscille autour de 3 millions en moyenne ; quelques-unes atteignent et dépassent 10 millions, mais c'est l'exception. L'Annuaire de la Banque Renauld de 1921, indique que la dette obligatoire de l'industrie textile est faible, la plus grande partie date d'avant 1914 et est déjà en partie

(1) *Journée industrielle* du 10 février 1925.

amortie. Depuis la guerre, on ne trouve que quelques émissions d'obligations.

Situation financière. — Il est très difficile de se rendre compte actuellement de la situation financière de ces sociétés, parce que les bilans, même s'ils sont suffisamment explicites, ne peuvent que très difficilement être interprétés : les stocks de matières premières sont souvent très importants, il faudrait savoir sur quelle base ils ont été évalués. De même, la valeur du stock des marchandises fabriquées peut varier énormément puisque la valeur de la matière constitutive peut varier du simple au double dans l'espace d'une année.

Par suite de la variation incessante de la valeur du coton, il arrive que certains industriels, tentés par la spéculation, ne se couvrent pas par un marché à terme, quand ils vendent les produits finis et font ainsi des bénéfices provenant de la spéculation que le bilan ne distingue pas des bénéfices industriels, ce qui serait intéressant à connaître pour apprécier la situation de l'entreprise.

D'après l'annuaire de la Banque Renauld et les bulletins financiers des banques de l'Est, presque toutes les sociétés qui publient leurs résultats ont donné des dividendes, c'est l'indice d'une prospérité réelle pour ces dernières années.

En examinant les bilans des entreprises textiles, on peut remarquer qu'en général le capital n'est pas en

rapport avec la valeur actuelle des immobilisations. Ces entreprises possèdent donc un grand avantage sur les sociétés qui peuvent se créer aujourd'hui, car étant donnée la hausse générale sur la main-d'œuvre, la construction et l'outillage, ces dernières devront posséder un capital très important que les bénéfices souvent faibles de la filature permettront difficilement de rémunérer.

Ainsi une société qui travaille avec un capital de 1.8000.000 fr. et un emprunt obligatoire de 1.200.000 possède 30.000 broches avec des installations de teintureries.

Actuellement l'installation d'une broche, sans le terrain et les bâtiments revient à 250 frs. Il faudrait donc 7.500.000 pour créer une telle filature sans les bâtiments et la teinturerie.

Une autre société avec un capital action de 840.000 frs auquel viennent s'ajouter 500.000 frs d'obligations, possède 22.000 broches. Au bilan les immobilisations sont comptées pour environ 2 millions, amorties pour les trois-quarts. Pour installer le même matériel, il faudrait actuellement plus de 5 millions.

Les dommages de guerre sont soldés, soit que l'industrie ait reçu des avances en espèces, soit des avances en nature, soit des obligations trentenaires. L'effort à faire pour la reconstruction est terminé.

Ces dommages se montaient à 33.672.900, valeur 1914.

§ 4. — LES DÉBOUCHÉS

A l'intérieur. — Pour les filés, la vente se fait par l'intermédiaire de courtiers établis à Saint-Dié, Epinal ou Belfort. Le syndicat général de l'Industrie a établi en 1920 des conditions générales de vente adoptées par les différents groupements régionaux cotonniers :

Est,
Alsace,
Nord, et
Normandie.

Ces conditions comportent des stipulations relatives à la qualité, au conditionnement, à l'emballage, au paiement, à la livraison, aux cas de force majeure et aux faits assimilés. En plus de ces conditions il y a une liste d'écarts de prix fixés entre les divers numéros de filés usuels et le numéro de base 28 pour la chaîne et 26 pour la trame. D'après ce que l'on nous a dit, cette liste d'écart ne serait plus employée.

Le marché des filés est assez actif, car non seulement les filatures isolées viennent sur le marché pour vendre leurs fils, mais aussi celles intégrées à un tissage ; ces dernières peuvent avoir une production de filés que ne peut absorber le tissage, ou bien ayant entrepris la fabrication de tissus qu'elles ne fabriquent pas normalement, elle préfèrent acheter les filés dont elles ont besoin pour

cette qualité spéciale et vendre ceux qu'elles produisent habituellement.

Le commerce des filés de Jumel est un peu spécial : celui des Vosges possède deux débouchés intéressants : la bonneterie de Troyes qui faisant des articles de luxe recherche les beaux filés ; l'autre est la fabrication des pneumatiques dits Cablé qui exige des filés très solides pour renforcer le caoutchouc.

Pour les tissus, la vente se fait pour quelques maisons importantes par l'intermédiaire de succursales établies à Paris. Ces quelques maisons augmentent encore leur puissance en faisant travailler des façonniers. La plupart des industriels travaillent pour des grands magasins, pour des maisons de gros de Paris ou pour des commissionnaires établis à Epinal et Saint-Dié.

Les industriels établis à Paris, vendent leurs tissus blanchis. Les autres vendent leurs tissus en écreu et les livrent aux blanchisseries et teintureries de Thaon pour le compte de leur client.

Les Sociétés commerciales. — Une formule nouvelle semble se faire jour : c'est celle de la Société de vente groupant plusieurs industriels et déchargeant complètement ces derniers des préoccupations commerciales. C'est la formule adoptée par la Société Centrale Cotonnière. C'est une Société Coopérative à capital variable qui, actuellement, groupe 8 tissages représentant environ 10.000 métiers, c'est-à-dire le septième des métiers de la

région ; son rôle principal est de répartir les commandes entre les usines adhérentes qui se sont engagées à ne plus traiter avec la clientèle.

Cette Société donne un dividende de 6 % aux actions. Le supplément des bénéfices est réparti aux adhérents au prorata des commissions de vente payées par eux.

D'après ses statuts récemment modifiés, elle s'interdit d'une façon absolue de faire acte de négoce pour son propre compte. Elle peut créer des services d'études et de recherches techniques, économiques, financiers et juridiques relatifs à l'industrie pour l'usage exclusif des actionnaires.

Elle peut étendre aussi son activité à des services communs d'achats et créer une caisse d'assurance mutuelle pour faire face aux insuffisances de recouvrements.

Cette société a déjà divers représentants en France et en Algérie. Elle est de création récente ; il est difficile de pronostiquer de son avenir. Mais il semble qu'elle offre des avantages multiples à l'industriel adhérent. Ce dernier n'a plus à s'occuper de la partie commerciale, ce qui est un avantage pour l'industriel vosgien qui en général n'est pas assez puissant pour aller chercher la clientèle au loin et qui est resté isolé. Pour le client, il y a tout avantage ; le groupe auquel il s'adresse étant plus important, il a plus de chance d'être servi rapidement ; s'il désire des articles différents, il a ainsi d'autant plus de chance de les trouver, qu'il s'adresse à une société comme la Société Centrale Cotonnière qui, du

fait de ses différentes usines, possède des fabrications plus diverses.

Un autre groupe existe ; mais il est de caractère plus instable que le précédent, car il est basé sur l'action personnelle d'un industriel ; ce dernier semble avoir établi son contrôle sur une usine, d'autre part, il est l'agent de vente de différents tablissements textiles de la région d'Epinal ; il groupe ainsi plusieurs milliers de métiers. Mais, le client peut demander à recevoir la fourniture d'une usine déterminée ; il en résulte qu'il n'est pas possible de faire une répartition judicieuse des commandes entre les usines, comme le permet l'autre forme de groupement, dans laquelle, d'ailleurs les noms des usines groupées n'apparaissent aux clients qu'à la livraison. Cette deuxième forme paraît moins heureuse, car elle est plus précaire et d'autre part, la solidarité des usines est inexistante.

A l'extérieur. — En 1904, le Syndicat cotonnier de l'Est créa un Syndicat de vente pour l'exportation ; il ne recueillit pas 50 % d'adhésions malgré la crise assez dure qui sévissait à ce moment dans l'industrie textile. Cette société d'exportation n'a fonctionné que dans des conditions précaires lors des crises ; moyennant des primes, les tisseurs lui fournissaient un certain nombre de pièces au prorata de leur production à un prix inférieur au cours, ou bien se libéraient moyennant une indemnité calculée d'après le nombre de métiers. Comme les adhé-

rents dans les années de prospérité rompaient avec elle, elle se trouvait de nouveau sans marché extérieur, quand de nouvelles crises se présentaient.

Avant-guerre, si l'industrie textile a obtenu quelques résultats à l'exportation, en dehors des colonies protégées par le tarif douanier, ce résultat n'a été obtenu que grâce à des initiatives particulières.

Il est absolument impossible de connaître d'une façon précise la part qui revient à la région économique de l'Est dans l'exportation des tissus avant et depuis la guerre. Cependant, si l'on considère que l'industrie cotonnière de l'Est s'est développée plus que celles d'autres régions, on peut lui attribuer une grande partie de l'augmentation des exportations constatées depuis une vingtaine d'années.

Depuis la guerre, sous la pression de la crainte de la surproduction provenant de l'appoint alsacien, il semble que l'industrie cotonnière a fait un effort d'organisation pour l'exportation.

Comptoir cotonnier français. — Une organisation nationale a été étudiée par le Syndicat général de l'industrie cotonnière française qui, en 1922, a réorganisé dans ce but le Comptoir Cotonnier Français sous forme d'une vaste société anonyme groupant en vue de l'exportation toutes les industries à chaque étape de transformation depuis la filature jusqu'à la confection, en passant par le tissage, le blanchiment, la teinture et

l'impression : 154 industriels y ont adhéré. Avant de procéder à l'augmentation de son capital social, le Comptoir Cotonnier s'est entendu avec le gouvernement pour un prêt de 5 millions, sans intérêts, prélevés sur les fonds provenant des bénéfices du consortium cotonnier français pendant la guerre. En échange, l'Etat a exigé que le capital soit de 10 millions.

Ce comptoir, n'est ni un trust, ni un cartel. Il s'interdit toutes affaires dans les colonies protégées par le tarif métropolitain ; il s'interdit de spéculer ; ses adhérents s'engagent à lui livrer un certain quantum de la production de leurs usines ; mais le comptoir ne prend livraison que si la vente est assurée. Dans ce but, il a créé dans tous les centres cotonniers de France des agences.

Pour l'étranger, il ne se propose pas de créer des agences, mais de s'entendre avec des maisons d'exportation. Un certain nombre d'industriels vosgiens y ont adhéré ; à son assemblée de 1922, le Syndicat général se plaint que la souscription du capital ne se soit pas poursuivie partout d'une manière encourageante.

A Epinal même, depuis la guerre, il s'est constitué plusieurs sociétés ayant comme but la vente exclusive en dehors de la métropole de filés et tissus ; l'une d'elles a pour but la création de comptoirs à l'étranger et paraît s'appuyer sur les deux groupes dont nous avons parlé pour la vente à l'intérieur.

En dehors de ces organismes, la société d'exportation

de l'Est existe toujours ; certaines maisons de gros de Paris faisant des affaires à l'étranger travaillent aussi dans l'Est. Toutes ces organisations sont encore trop récentes pour que l'on puisse émettre une opinion sur leur avenir.

Régions d'exportation. — Parmi les débouchés à l'exportation, il faut distinguer : les colonies assimilées à la France au point de vue douanier comme l'Algérie, les Antilles, la Réunion, celles où les marchandises françaises subissent un traitement favorable comme Madagascar, Indo-Chine, Tunisie et celles où elles n'ont aucun traitement différentiel comme les colonies de l'Afrique occidentale où le commerce a pu être accaparé par les Anglais, par suite du défaut de droits protecteurs.

Filés. En 1913 l'exportation était de 84.730 q. m.
— 1923 — — 83.333 q. m.
— 1924 — — 160.292 q. m.
(chiffre provisoire)

Le meilleur client est l'Allemagne en raison des dispositions du traité de Versailles qui l'ont obligée à recevoir, jusqu'au 10 janvier 1925, les produits alsaciens en franchise.

Ensuite, la Suisse et la Belgique viennent ensemble.

Nos colonies ont un rôle secondaire.

Toute autre est la situation de l'exportation des tissus. L'augmentation de valeur de cette exportation a été de plus de 1 milliard de francs pour l'année 1924. Le poids

total des exportations de 1924 s'élève à 671.086 quintaux métriques contre 446.974 en 1923 et 553.536 en 1913.

L'exportation de 1923 comprenait des tissus de coton pur unis, croisés et coutils, qualités pouvant intéresser la région de l'Est.

pour : Tissus écreu.....	77.949 q.m.	contre	80.149 en 1913
— blanchis	67.821 —	—	102.521 en 1913
— teints	169.668 —	—	234.082 en 1913
— fabriqués avec fils			
teints	19.051 —	—	15.405 en 1913
— imprimés	17.687 —	—	10.092 en 1913

Parmi les pays importateurs de tissus français, il y a lieu de faire une place spéciale à l'Allemagne qui a reçu en 1924 : 202.684 q. métriques contre 38.725 en 1923 ; 122.646 en 1922 ; 247.850 en 1921 et 8.585 en 1913.

Cette situation est due, comme pour l'exportation des fils, aux clauses du traité de Versailles. Elle a cessé depuis le 10 janvier 1925 et n'intéressait directement que l'Alsace. Les autres pays par rang d'importance sont en 1924 : la Belgique avec 39.560 q. m. ; les Etats-Unis, 28.262 q. métriques.

Ces pays reprennent à peu près leur place de 1913 dans notre commerce. On peut remarquer d'autre part, que l'importance relative de l'Angleterre pour ce commerce, a diminué de façon appréciable ; en 1924, elle n'a reçu que 25.979 q. métriques contre 43.208 en 1913, de même l'Argentine n'a reçu que 16.543 q. métriques contre 29.213 en 1913. La Suisse, par contre, nous a acheté en

1924, 16.798 contre 4.000 q. m. en 1913. Le reste de notre exportation va à l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Canada, le Brésil avec des chiffres de quelques milliers de quintaux métriques pour chaque pays.

Nos colonies. — Notre principal client est l'Algérie qui nous a acheté en 1924, 109.843 quintaux métriques contre 96.726 en 1923 et 134.474 en 1913. L'importation étrangère y est absolument négligeable. En Tunisie, en 1923, nous avons vendu 22.578 quintaux métriques sur 33.666 achetés par ce pays ; la différence a été fournie moitié par l'Angleterre, moitié par l'Italie. Il y a lieu de noter qu'en 1922, nos ventes dans ce pays n'avaient atteint que 7.924 q. métriques.

Au Maroc, nous n'avons fourni que 3.627 quintaux métriques sur 58.827 consommés en 1922. Pour 1924, notre exportation s'y est élevée à 5.002 q. m. Le grand fournisseur est l'Angleterre.

Pour l'Afrique occidentale en 1922, l'importation totale de tissus a atteint 38.319 q. m. et 9.453.000 mètres contre 67.132 et 11.636.308 mètres en 1912.

Les marchandises proviennent en 1922 :

5.192	quintaux	et	517.000	mètres	de	France.
183	—	—	963.483	—	des	Colonies françaises.
30.199	—	—	6.398.110	—	d'	Angleterre.
Le reste de pays divers.						

Les marchandises que les statistiques indiquent au mètre sont les Guinées qui, comme article, n'intéressent

que la Normandie en France. Il est à remarquer la placé honorable que Pondichéry occupe pour cet article.

Pour aucun article dans les colonies de ce groupe, la France n'arrive à dominer, le seul fournisseur est l'Angleterre. Un effort paraît avoir été fait par la France depuis 1922, car l'exportation s'est élevée de 7.625 quintaux métriques en 1923 à 12.258 en 1924.

Pour Madagascar, nos exportations n'atteignent que 11.581 quintaux en 1924, c'est nettement insuffisant pour couvrir les besoins de cette colonie.

L'Indo-Chine est notre meilleur client colonial après l'Algérie avec 53.485 quintaux métriques en 1924, les besoins totaux en 1912 étaient de 81.300 quintaux métriques. Nos autres colonies n'ont demandé en 1924 que 2.923 quintaux métriques. Notre situation dans nos Antilles est prépondérante, car notre commerce y est protégé par des droits de douane.

§ 5. — ORGANISMES SYNDICAUX

Syndicat cotonnier de l'Est. — Le grand organisme patronal, groupant tous les industriels travaillant le coton et livrant du tissu écri, est le Syndicat cotonnier de l'Est. Ce syndicat, qui est affilié à l'Union des syndicats patronaux des industries textiles de France et au Syndicat général de l'industrie cotonnière, modèle son activité sur celle de ces deux groupements.

Le Syndicat général de l'industrie cotonnière est cons-

titué conformément aux lois de 1884 et de 1920. L'objet du syndicat est l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels et commerciaux de l'industrie cotonnière.

L'assemblée générale prend ses décisions à la majorité des deux tiers des membres présents. Chaque membre du syndicat dispose au minimum d'une voix et en plus, d'un nombre de voix proportionnel à l'importance de son industrie, avec un maximum de dix voix par firme. 18.000 broches ou 600 métiers correspondent à une voix, toute fraction supérieure à 9.000 broches ou 300 métiers, donne droit à une voix de plus. Tout sociétaire peut se retirer à tout instant du syndicat.

Le Syndicat cotonnier est divisé en deux comités, un pour le tissage et un pour la filature ; utilisant la force que représente ce groupement, il a cherché à réaliser une meilleure organisation commerciale. Avant-guerre, c'est sous son influence, aux moments où des crises diverses ont agité depuis 1900 l'industrie cotonnière, que les industriels se sont décidés à appliquer le Short Times pour limiter la production ; c'est le Syndicat cotonnier de l'Est, qui en 1904, a étudié la création de la Société d'exportation de l'Est.

C'est le Syndicat général qui, avant-guerre, a créé l'Association cotonnière coloniale. Depuis la guerre, c'est encore lui qui a provoqué la réorganisation du Comptoir cotonnier français et la création de la Société d'assurance : « Les Industriels Français ». C'est lui qui a été-

dié l'unification des conditions de vente, tant pour la filature que le tissage. Par toutes ces mesures destinées à réduire au bénéfice de chacun certains frais de plus en plus élevés ou à faciliter les ventes, il a favorisé ainsi l'écoulement des produits de notre industrie.

En dehors du Syndicat cotonnier de l'Est, les industriels du rayon de Belfort ont créé une chambre syndicale des industries de Belfort et région limitrophe.

Pour la région de Nancy, il existe une association des textiles et industries connexes de l'Est. Cette association réunit des filateurs, laine et coton, les fabricants de bonneterie, de lingerie et de broderie. Saint-Dié, possède une chambre syndicale de l'industrie textile.

Union des syndicats patronaux des industries textiles.
— Tous ces syndicats sont affiliés à l'Union des syndicats patronaux des industries textiles de France. Cette Union est fondée par application de la loi du 21 mars 1884. Son but est, disent les statuts : 1° « de défendre les intérêts moraux et professionnels des industries textiles et de leurs collaborateurs, ingénieurs, directeurs, employés et ouvriers, à l'exclusion des questions se rapportant au libre échange ou à la protection.

2° de concentrer les efforts des syndicats adhérents et de les représenter dans toutes les circonstances où une action commune sera jugée nécessaire ».

Pour juger du développement de cet organisme créé en 1900 par M. Carmichael (qui en est actuellement pré-

sident), il suffit d'indiquer qu'à sa constitution, il avait pour adhérents 22 syndicats ; ce nombre s'élève actuellement à 78.

Par l'organisation de tous ces syndicats, on comprend le mécanisme qui permettra à cette industrie de faire valoir ses revendications régionales par son syndicat régional ; celles d'ordre commercial et douanier par le Syndicat général de l'industrie cotonnière qui se trouve tout naturellement chargé d'intervenir auprès des pouvoirs publics, quand se posent ces questions intéressant l'ensemble du pays.

Les revendications d'ordre industriel et fiscal se font par l'intermédiaire de l'Union des syndicats patronaux des industries textiles qui en est l'interprète naturel.

Ecole de filature. — Sous l'influence du Syndicat cotonnier de l'Est a été fondée à Epinal une école de filature ; cette école reste subventionnée par le syndicat et les industriels. Le développement de l'idée régionale facilite ainsi l'organisation de l'enseignement technique. Car les organismes corporatifs régionaux sont plus désignés pour diriger l'instruction, selon les besoins de la région que l'Etat qui ne peut assurer que ceux d'ordre général dans tous le pays. En plus, à Epinal, il y a une école professionnelle destinée à former des contremaîtres pour cette industrie.

CHAPITRE III

LES INDUSTRIES CONNEXES

1°. — *Industries annexes, Blanchisseries, Teintureries.*

— Le coton, tel que le tissage le livre, est écri et doit subir diverses préparations avant d'être vendu, blanchi ou teint. Ces diverses manipulations ne se font jamais dans les usines.

Avant 1870, les établissements finisseurs existaient en Alsace et l'industrie cotonnière des Vosges expédiait ses tissus à Mulhouse pour y être travaillés.

En 1872, un certain nombre d'établissements d'Alsace et des Vosges, fondèrent un établissement de finissage blanchisserie et teinturerie) à Thaon pour remplacer ceux perdus par suite de la cession de l'Alsace. Avant 1914, Thaon pouvait en une journée de dix heures produire 700.000 mètres de blancs, indépendamment de 150 à 200.000 mètres de tissus teints ou imprimés : comme il s'agit là de pièces apprêtées, pliées, toutes prêtes pour

la vente, on peut se faire une idée de l'appareillage formidable nécessaire pour une telle besogne (1).

L'établissement de Thaon est le plus important de France ; de plus, il contrôle ou il exploite dans la région, en France et en Belgique, un grand nombre d'établissements ayant la même activité. Pour la France, la Société de Thaon a un monopole de fait.

L'eau dont dispose l'usine de Thaon a aidé à son succès comme toutes celles des Vosges ; provenant du granit, elle est exempte de sels minéraux et permet d'obtenir des Blancs remarquables. La Société de Thaon améliore toujours sa technique. Elle a réussi à établir pour les colonies des spécialités qui lui permettent de rivaliser avec les produits anglais. Les diverses usines de la Société ont 12.000 ouvriers dont à 4 à 5.000 dans les Vosges. L'ensemble des usines travaillent actuellement 2 millions de mètres de tissu par journée de 8 heures et en plus, elles traitent annuellement 13 millions de kilogrammes de fils blanchis, teints ou mercerisés. Le quart de la production est absorbé par l'exportation. Le chiffre d'affaires atteint de 250 à 300 millions.

Cette industrie travaille uniquement à façon. Quelques industriels expédient aux usines de Thaon et font blanchir à leur compte, tandis que la généralité expédie ses tissus écrus en indiquant les manutentions à subir pour le compte de leurs clients.

(1) D'après l'étude de *l'Information* du 21 janvier 1925.

En 1890, quand certaines colonies se virent assimiler au point de vue douanier à la métropole, la blanchisserie de Thaon créa des ateliers spéciaux où l'on put faire subir aux produits destinés à nos colonies les manutentions dont l'Angleterre avait jusque-là le privilège.

L'usine de Thaon est aussi remarquable par ses œuvres sociales qui sont de beaucoup les plus complètes de la région. Cette société a une situation financière hors de pair. Le bilan fait apparaître en 1924 des réserves supérieures au double du capital : il indique une situation financière très forte ce qui permet à la société d'envisager l'avenir sans crainte.

En dehors de ces établissements du groupe de Thaon, on ne peut mentionner que quelques établissements sans importance dans la région de Saint-Dié.

Impression. — Une des filiales de la Société de Thaon a repris la succession de la Maison Boeringer, fondée à Epinal en 1880 pour doter la région de l'Est d'un établissement d'indienne analogue à ceux qui avaient fait la fortune de Mulhouse. La Société d'impression des Vosges et de Normandie possède dans son usine d'Epinal 24 machines à imprimer.

2°. — *Tissus mélangés et tissus de coton genre Saint-Dié.* — Quelques centaines de métiers font des tissus laine et coton, mais cette spécialité a pris peu de développement dans la région.

Les tissus de coton genre Saint-Dié, sont des tissus

de coton fabriqués avec des filés teints, ils ressemblent à s'y méprendre aux tissus de laine ou aux toiles. Cet article est assez spécial aux Vosges ; vers 1850, il a fait la fortune de Sainte-Marie (Haut-Rhin) qui l'a abandonné par suite de l'évolution de la mode.

Depuis le commencement du XIX^e siècle, on tissait à Saint-Dié, avec des métiers à bras, des articles en laine, chanvre, lin et lin et coton. En 1872, le coton s'est entièrement substitué à la laine et au lin. Actuellement, 1.100 métiers répartis en plusieurs usines battent dans les cantons de Saint-Dié et Bruyères pour fabriquer des tissus avec des filés de coton teints.

- Cette industrie doit suivre la mode de la draperie, il faut donc que l'industriel soit toujours en éveil pour satisfaire les goûts de la clientèle, il sera ainsi amené à fabriquer des articles ressemblant aux diverses sortes de drap : côte de cheval, gabardine, tartan, etc...

Ces tissages n'ont jamais de filatures : ils ont besoin de filés très divers selon les tissus qu'ils fabriquent. Ils ont donc intérêt à s'adresser directement à des filatures. Les tisseurs font teindre les fils avant de les recevoir.

Dans cette industrie, l'ouvrier tisserand ne conduit que 2 métiers au lieu de 4 qu'il conduit dans l'industrie de l'écrue. Ces métiers sont plus difficiles à conduire, car ils sont plus larges et le dessin à exécuter exige plus d'attention, car il est indispensable que les tissus n'aient aucun défaut.

Si la production de cette spécialité est faible relative-

ment à celle du tissu écri, il faut remarquer qu'elle a une bien plus grand valeur : le mètre de calicot valant 2 fr. 50 à 3 francs tandis que certains tissus en fils teints atteignent et dépassent 25 francs le mètre.

Cette industrie travaille directement pour la confection et livre des pièces prêtes à être employées, car les manutentions : apprêts, grattage, que doit subir le tissu avant sa mise dans le commerce se font dans le tissage.

Pour l'exportation, les affaires se traitent par l'intermédiaire de commissionnaires de Paris. Elle a lieu principalement vers nos colonies, l'Égypte, les Antilles. L'exportation tend à se développer. En 1913, elle atteignait 15.405 quintaux métriques contre

1921	17.013 q. m.
1922	15.834 —
1923	19.051 —

Cette catégorie de tissus a dû aussi profiter de l'augmentation de nos exportations pour 1924.

Cette industrie des tissus en fil teint paraît prospère. Elle a peu de concurrence en France ; il y a quelques usines dans le Nord, une à Roanne et une autre dans la Mayenne.

La question de la fermeture du marché allemand n'intervient pas pour cette spécialité ; car l'Alsace n'a qu'une usine travaillant avec des fils teints. Cette dernière n'exportait pas cet article vers l'Allemagne, de sorte que

la fabrication vosgienne subit sa concurrence depuis 1919 et ne paraît pas en avoir souffert.

Quelques usines travaillent aussi les velours de coton.

Les fils à coudre. — La région de l'Est comporte plusieurs usines de fil à coudre et cotons à broder. L'industrie du fil à coudre est une industrie complexe, car elle comporte en plus de la filature, une retorderie (1), des afeliers annexes, teintureries, ateliers de mercerisage qui permettent de donner au coton des aspects variés, même celui de la soie. Les deux principaux groupes sont celui de Celles-Azerailles et celui de Belfort. Le premier ne possède pas de filature dans l'Est, le deuxième traite le coton brut jusqu'à sa transformation en fil à coudre dans des usines de Belfort, Mulhouse.

Ces sociétés exportent beaucoup ; leurs marques se rencontrent à l'étranger en concurrence avec les marques anglaises.

Elles ne donnent aucuns renseignements sur leur activité. Pour donner une idée de la prospérité et de l'activité de la maison Dollfus Mieg et C^o qui exploite l'usine de Belfort, il suffit d'indiquer qu'en 1923, les bénéfices ont atteint 36.788.000 francs pour 40 millions de capital. Bénéfices en progrès de 19 millions sur l'année précédente.

Lin et laine. — Des deux vieilles industries régionales,

(1) Le rotordage est l'opération qui consiste à réunir par la torsion deux ou plusieurs fils assemblés ou non au préalable.

le lin et la laine, il reste un groupe de quelques usines tissant avec du lin des toiles connues sous le nom de toiles de Gérardiner ou des Vosges. Cette industrie occupait, d'après le recensement de 1921, 1.282 ouvriers dont 741 femmes dans 7 établissements dont 4 ont plus de 100 ouvriers. Elle fait venir ses fils du Nord, la culture et la filature du lin ayant été abandonnées dans la région.

Avec les prix élevés qu'atteint actuellement le lin, cette industrie s'est mise à faire des toiles métisses, c'est-à-dire lin et coton, mais il est impossible de déterminer l'importance de cette évolution.

Ce qui fait la spécialité de cette industrie, c'est que les toiles sont blanchies sur prés.

Dans les Vosges, deux usines travaillent encore la laine pour des emplois spéciaux : feutre, drap feutré. En Meurthe-et-Moselle, il en reste deux groupes, une usine au nord, à Pierrepont, héritière probablement des tisseurs à domicile signalés autrefois à Spincourt et Briey. Cette usine a été entièrement sinistrée, elle produit des draps de troupe, mais elle paraît ne pas vivre de la vie régionale, sa direction est assurée par des capitaux de Roubaix.

Nancy, fabrique de la lianelle et du molleton pour doublure de chaussure, depuis 1871, par suite de l'émigration de l'industrie messine. La prospérité de cette industrie s'explique par le développement pris à Nancy de la fabrication des chaussures.

CHAPITRE IV

SITUATION ACTUELLE

D'après ce que nous venons de voir, l'industrie textile des Vosges paraît prospère : elle possède un outillage moderne et elle a pu jusqu'ici s'assurer assez facilement des débouchés en France ou dans certaines colonies grâce à des droits protecteurs.

La guerre a modifié profondément l'économie de l'industrie textile. Le retour de l'Alsace à la France augmente considérablement la puissance de production et cette industrie qui, déjà avant-guerre subissait des crises de surproductions, risque de souffrir de la concurrence des produits alsaciens. Nous allons indiquer comment se pose le problème alsacien et dans le dernier paragraphe nous essayerons d'apprécier la situation actuelle de l'industrie cotonnière de la région économique de l'Est

L'industrie alsacienne. — L'Alsace possède 1.871.400 broches, 38.400 métiers à tisser et 156 machines à imprimer.

L'Alsace nous apporte donc une puissance de production appréciable, mais aggrave sensiblement la situation de notre marché déjà insuffisant pour absorber notre production d'avant-guerre.

Le nombre des broches était pour la France (sauf l'Alsace	9.006.300
des métiers à tisser.....	143.500
machines à imprimer.....	112

Par suite des dispositions du traité de Versailles, l'Allemagne était obligée de recevoir en franchise, jusqu'au 10 janvier 1925, un certain contingent de produits alsaciens qui devait être basé sur la moyenne du commerce 1911 à 1913. Ce contingent n'a jamais été atteint depuis l'armistice.

Avant la guerre, les trois quarts de la production alsacienne étaient absorbés par l'Allemagne, nous avons même entendu dire à Mulhouse que cette proportion atteignait 90 %. Il est absolument impossible de donner un chiffre précis ; car les échanges intérieurs ne peuvent faire l'objet d'aucune statistique.

En 1919, les Alsaciens n'avaient qu'un très faible marché étranger en dehors de l'Allemagne. Depuis, prévoyant la fermeture du marché allemand, ils ont cherché à s'ouvrir des débouchés dans le reste de la France et surtout à l'étranger.

En Alsace, un certain nombre de maisons, travaillant à la fois la laine et le coton, peuvent employer plus ou moins l'une ou l'autre de ces matières premières, ce qui

influe sur le marché du produit fini. Actuellement, elles ont peu de chance de pouvoir faire plus d'affaires en utilisant davantage la laine, car avec les prix élevés de cette matière première, l'industrie lainière a encore moins d'engagement que celle travaillant le coton, et il faut s'attendre au chômage si la situation ne se modifie pas rapidement.

Au point de vue de l'équipement et de l'organisation des usines, l'Alsace possède des usines plus anciennes que celles des Vosges et certaines ont peut-être un matériel vieilli ; mais dans l'ensemble, les conditions de production sont semblables à celles des Vosges. La main-d'œuvre quoique plus chère l'est encore moins que dans le reste de la France.

L'Alsace porte son effort commercial actuellement sur l'Afrique du Nord, l'Egypte. L'organisation commerciale est analogue à celle des Vosges. Quelques grosses maisons opèrent directement, les autres passent par l'intermédiaire de Paris. Quelques sociétés ayant un but uniquement commercial se fondent, elles donnent à travailler à façon ou achètent.

L'Allemagne a besoin des produits alsaciens d'une part, parce qu'elle ne fabrique pas certains articles : d'autre part, pour son exportation, car une partie des produits qu'elle reçoit sont réexportés, surtout vers la Russie.

Les Alsaciens semblent craindre que les Allemands

soient décidés à boycotter leurs produits au grand bénéfice de l'industrie anglaise. Si dans le traité de commerce avec l'Allemagne, la France obtenait le tarif minimum allemand, l'Alsace pourrait reprendre une partie de son exportation vers l'Allemagne, car elle conserverait un avantage sur les industries similaires des autres parties de la France, par ses relations et sa connaissance du marché allemand. Actuellement, on ne peut faire aucun pronostic puisque les bases même du traité sont toujours en discussion.

Toute l'année 1924 a été une année de prospérité certaine pour l'industrie textile des deux versants des Vosges. Les stocks, qui s'étaient accumulés en 1923 par suite de la carence de l'Allemagne qui avait acheté très peu en Alsace au moment des événements de la Ruhr, se sont trouvés liquidés ; la baisse de notre change en mars 1924 a, lui aussi, été un facteur de prospérité. L'activité a été très forte en décembre dernier, afin que toutes les commandes allemandes puissent passer la frontière avant le 10 janvier : des livraisons ont même eu lieu par camion. Cette activité s'est fortement ralentie ; elle avait intéressé les deux côtés des Vosges, car Mulhouse achetait des tissus qu'elle manutentionnait et qui ainsi devenus alsaciens pouvaient partir en Allemagne.

Les industriels actuellement paraissent couverts de commandes jusque vers le mois de juin, c'est à cette époque que la situation pourra devenir critique.

La situation en 1923 avait été peu brillante. Si on

regarde le graphique (1) des prix de vente du coton des filés et du calicot en 1922, 1923 et 1924, on voit que l'écart de prix entre le coton brut et la chaîne 28 a été pendant le courant de l'année 1923 de 3 fr. en moyenne pour tomber même à certains moments à 1,70 environ tandis qu'en 1922 cet écart avait oscillé autour de 4 frs au kilog. Cet écart comporte le travail, les frais divers pour transformer un kilog de coton brut en filés ; dans ce chiffre est compris également le bénéfice de l'industriel. Entre 1875 et 1903, cet écart avait varié de 1,50 à 0,70 ; quand l'écart tombait au-dessous de 0,80, cela correspondait à une période de crise. On comprend dès lors, étant donnée l'augmentation générale des prix, que quand l'écart tombe à un certain niveau, vers 3 francs, la filature travaille à perte, comme cela s'est produit en 1923, d'après ce qu'il nous a été dit.

Pour l'exportation, l'effort de notre industrie textile a été jusqu'ici insuffisant. Dans différents rapports d'avant guerre, nous avons vu déplorer ce fait que nos industriels n'adaptaient pas leur fabrication aux besoins de la clientèle étrangère et surtout de celle de nos colonies. Le prix exagéré des articles a été un obstacle à l'expansion de notre commerce ; car la qualité n'impressionne pas l'indigène qui recherche avant tout le bon marché. Les conditions de paiements pour s'implanter à l'étranger et même dans nos colonies sont telles,

(1) Graphique publié dans l'Annexe du Syndicat général de l'industrie cotonnière française.

qu'elles paralysent toutes les affaires. Il faudrait donner de longs délais ; cette méthode augmente évidemment les risques de non-recouvrement et fait hésiter l'industrie à travailler à l'exportation.

Pour la question de non-adaptation aux besoins de nos colonies, le directeur du Syndicat général de l'industrie cotonnière nous a donné une explication : les négociants bordelais qui ont presque le monopole du commerce de la côte d'Afrique s'approvisionnaient d'habitude à Manchester où l'on trouve facilement les cotonnades réclamées par les colonies ; ils ont voulu s'adresser à titre d'essai et pour une année à nos industriels, ceux-ci qui ont l'habitude de fournir des articles variés dont ils sont sûrs d'avoir l'écoulement sur le marché national n'ont pas voulu entreprendre de nouvelles fabrications dont ils n'avaient pas l'écoulement assuré pour plusieurs années. De plus, les articles étant fabriqués en petite quantité, les prix étaient supérieurs à ceux de Manchester.

Un effort pourtant avait été fait. A la veille de la guerre, des manufacturiers des Vosges et de Roanne ont été au Sénégal étudier les goûts du consommateur. Ils ont fabriqué des qualités similaires aux espèces courantes anglaises qui se sont bien vendues, le résultat a été pour 1913, le doublement de nos exportations au Sénégal.

Pour les fabriques d'indiennes, la teinture et le blanchiment, la situation peut être aussi difficile. Ces industries très prospères en Alsace avaient une capacité de traitement supérieure à la puissance de production de

l'industrie textile d'Alsace. Elles traitaient de nombreux tissus venus d'Allemagne et de Suisse et les réexportaient après. Pour les indienneurs alsaciens, l'admission temporaire a été jusqu'ici maintenue, l'impression a donc pu continuer à travailler. Les tisseurs désirent sa suppression parce qu'ils considèrent qu'ainsi un débouché leur échappe tandis que les indienneurs voudraient que le bénéfice de l'admission temporaire fût étendu aux autres fabriques d'impression françaises.

Il est difficile de présumer de l'avenir de l'industrie vosgienne, de la teinturerie et du blanchiment, tant que le traité de commerce avec l'Allemagne ne sera pas conclu d'une part, et de l'autre, que notre régime douanier n'aura pas été fixé, tant pour son tarif que pour les facilités qu'il peut accorder à cette industrie, comme l'admission temporaire.

Dans la crise qui s'annonce, il est à peu près impossible de pronostiquer quelle sera la situation de l'industrie cotonnière de l'Est : celle-ci possédait jusqu'ici comme avantages ses fabrications multiples, une main-d'œuvre peu payée et une surveillance directe du patron qui assure des prix de revient assez bas.

Les facteurs de faiblesse semblent être l'éloignement des usines des marchés français de répartition de la matière première, éloignement devenu très grave depuis les augmentations continuelles de tarifs de chemin de fer. L'Alsace pourrait se trouver de ce fait avantagée si on exécute le grand canal d'Alsace de Strasbourg à Bâle :

car alors, Mulhouse pourrait recevoir les cotons d'Anvers par péniche sans rompre charge. De même pour l'exportation, les tarifs accrus risquent d'entraver l'écoulement des produits. Un autre facteur de faiblesse est l'individualisme de l'industrie textile, individualisme qui s'explique dans les Vosges par le morcellement du pays, mais qui incite l'industriel à vouloir se suffire et à conserver toute une gamme de fabrication qui lui permette d'avoir un débouché sur le marché national fermé à l'étranger par des droits de douane. L'inconvénient de cette non spécialisation des usines est aggravé de ce fait que leur importance moyenne est plus faible que celle du Nord français et surtout que celle de Manchester ; cet état de chose contribue à majorer les prix ; car les frais généraux sont proportionnellement plus élevés pour une usine moyenne que pour une grande usine.

Ces caractères de l'industrie cotonnière expliquent en partie l'indifférence à l'égard de l'exportation. Pour l'industriel des Vosges, exporter, c'est vendre en Algérie ; or, l'Algérie est assimilée au point de vue douanier à la métropole, par conséquent, la concurrence est éliminée.

Cette situation pose la question de l'organisation de l'industrie de l'Est. Les nouvelles méthodes commerciales semblent en progrès sur celles d'avant guerre, mais les groupements ne sont-ils pas encore trop nombreux, surtout ceux qui travaillent à l'exportation ? La rivalité de ces derniers, aggravée par l'existence du Comptoir cotonnier, ne risque-t-elle pas de gêner notre expansion ?

Tous ces organismes sont trop récents pour qu'on puisse juger du résultat de leur méthode et apprécier leur avenir. Pour l'exportation, la solution aurait pu être dans le régionalisme : la constitution d'une société d'exportation englobant tous les industriels dont les conditions d'existence et la production se ressemblent aurait pu être fructueuse ; elle eût diminué la rivalité que les divers industriels se font et dont profite l'étranger. Elle diminuerait à l'étranger les frais généraux d'agence qui sont très onéreux ; elle permettrait d'établir dans de grands centres à l'extérieur et à Paris des magasins d'expositions des articles de la région. A Paris, ce magasin n'aurait été ouvert qu'aux exportateurs et éviterait à ceux-ci d'aller voir de nombreux représentants pour trouver les divers articles qu'ils désirent. On peut voir ainsi, dans certaines villes d'Allemagne, un magasin commun à tous les industriels de la ville fabricant le même article, l'acheteur étranger ne perd pas ainsi de temps à faire de nombreuses visites. Une société ainsi constituée aurait eu des bases assez larges pour se porter « du croire » pour les commandes à l'étranger, et aurait eu des facilités pour y faire les crédits nécessaires à l'acheteur. De plus, cette société pouvait être une source de documentation pour les industriels, car par ses agences elle pouvait se renseigner sur les besoins des divers pays où elle est établie. Une telle solution permettrait de diminuer le nombre des intermédiaires, car ces derniers ne travaillant pas en général pour une seule maison,

défendent mal les intérêts de l'industriel qui les emploie . souvent, ils peuvent traiter l'opération qui leur est demandée avec une autre maison ou même avec l'étranger. L'intermédiaire avec la surproduction actuelle défend plutôt l'intérêt de l'acheteur que celui du vendeur.

Actuellement, les industriels cotonniers semblent préférer la constitution de sociétés de vente, mais ces organisations qui ont pour but de maintenir les prix assez élevés pour qu'ils soient rémunérateurs pour les industriels sont insuffisantes pour une industrie dont la production est trop forte, il faudrait qu'à ces comptoirs fussent adjoints des syndicats de productions qui étudieraient les moyens de faire baisser les prix de revient par une meilleure répartition du travail entre les usines et peut-être par une répartition géographique des marchés, cette dernière opération étant réservée à un organisme national. Cette compression des prix de revient est fort importante pour permettre à notre industrie d'exporter.

Mais, pour que cette dernière organisation se réalise, il faut que la mentalité des industriels se modifie et d'autre part, que la législation sur les syndicats patronaux évolue ; car, actuellement, les organisations ayant pour but d'obtenir la détermination des prix par des moyens non frauduleux tombent sous le coup des articles 419 et 420 du Code Pénal. Pour que ces organismes répondent aux buts que préconisent leurs fondateurs, il

faut que « les industriels saxons » (1), ainsi que les a appelés M. le Professeur Germain Martin, ne puissent plus au gré de leurs intérêts rompre un pacte, que leurs co-participants respectent, même si à la pratique il se révèle moins avantageux qu'ils ne pouvaient le penser. Pendant les crises d'avant guerre, il a toujours été difficile d'appliquer le Short Times. La Société d'exportation de l'Est organisée en 1904 n'a pas réussi aussi bien qu'on pouvait le penser. Mais l'esprit de coopération ayant grandi par suite de la guerre et devant les difficultés actuelles, il semble qu'un effort dans ce sens pourra être fait. La répartition des commandes et la péréquation des prix se font plus facilement pour une région que pour toute la France, les industriels co-participants surveillent plus facilement la société chargée de la vente (2).

Actuellement, dans les Vosges et en Alsace, on parle beaucoup de soie artificielle. c'est actuellement un article de plus en plus répandu ; mais les tissus de soie

(1) Conférence sur les groupements patronaux du 13 février 1925.

(2) L'industrie textile devrait suivre la politique de l'industrie métallurgique qui, grâce à une politique d'union et de comptoir, avait pu prendre un grand développement en Lorraine. Même actuellement, quoique les comptoirs n'existent plus, la métallurgie lorraine s'est groupée derrière quelques industriels qui ont réussi à créer ainsi des groupes puissants et assez complets dans leur production. Du reste, les journaux parlent de nouveau d'entente entre les producteurs de cette industrie au sujet de certains produits.

artificielle sont souvent peu solides et pour pallier à cet inconvénient, on a eu l'idée de fabriquer des tissus mélangés, coton et soie artificielle. Devant la surproduction de tissus de coton, il est probable que certains industriels chercheront à transformer leur production dans ce sens ; une usine s'est montée aux environs d'Épinal pour tisser la soie artificielle et d'autres transformations sont annoncées. Comme il n'y a pas d'usine de soie dans la région, les tisserands seront donc obligés de chercher leurs matières premières dans le lyonnais. Toute autre est la situation de l'Alsace. Elle a déjà une usine qui tisse la soie artificielle depuis longtemps et de plus, il se monte en Alsace deux usines pour la fabriquer. Si cette évolution s'accroît dans les Vosges, cela sera peut-être un palliatif à la crise qui semble se préparer.

DEUXIÈME PARTIE

Industrie textile de Sedan

CHAPITRE I^{er}

ORGANISATION DE L'INDUSTRIE

§ 1^{er}. — HISTORIQUE

Les tissus de laine sont fabriqués dans la région de Sedan depuis fort longtemps, mais les renseignements sur la naissance de cette industrie sont assez incertains. Il semble qu'elle a eu pour origine le désir des princes de la Marck, devenus « Seigneurs de Sedan » en 1410, d'enrichir leur principauté par l'industrie, car le sol aride et ingrat ne pouvait permettre à la population d'arriver à l'aisance et à la prospérité.

C'est l'industrie de la « sergerie » qui s'établit la première dans les terres souveraines. Henri-Robert de la Marck, le premier du nom à porter le titre de « prince » de Sedan, édicte en 1568, des règlements pour favoriser la bonne fabrication et la réputation des produits ; il

crée des visiteurs jurés pour examiner les draps et déclarer s'ils sont de qualité bonne et loyale.

A cette même époque, Sedan possédait une industrie de la dentelle fort importante. Des dentelles « au point de Sedan » étaient portées en Angleterre. Il n'est pas resté la moindre trace de cette spécialité.

« Des documents privés permettent d'établir qu'en 1572, les serges de Sedan jouissaient déjà d'une certaine notoriété (1). » En 1594, Henri de la Tour qui avait épousé la dernière princesse de la Marck attire des ouvriers flamands et édicte une ordonnance interdisant aux « maîtres sergers » d'avoir plus de cinq métiers battant. En 1607, on recensait 48 maîtres sergers. En 1627, la régente de la principauté les rappelle à l'observation du règlement et leur accorde un nombre de métiers supérieurs à cinq.

En 1642, la principauté indépendante de Sedan est rattachée à la France. En 1646, Louis XIV envoie à Sedan les sieurs Cadeau, Binet et Jacques avec des lettres patentes leur accordant le privilège exclusif d'établir à Sedan une manufacture de draps noir façon d'Espagne et de Hollande ; c'est ainsi que fut fondée la première manufacture du Dijonval. De plus, les fondateurs de cette première usine jouissaient de privilèges d'ordre fiscal, corporatif. Ils embauchent des ouvriers flamands.

En 1666, devant le développement des manufactures,

(1) Brochure *La Région Sedanais*e. Union des Syndicats patronaux de l'industrie textile sedanais

le roi rachète le privilège des fondateurs du Dijonval et accorde à tous le droit de fabrication des draps façon d'Espagne et de Hollande

Sedan devient à cette époque le principal centre français pour la manufacture des draps. Elle possède 90 maîtres et 500 métiers au commencement du XVII^e siècle. Mais les maîtres sergers existaient toujours. La possibilité de faire des draps fins et des draps communs amena des abus ; aussi en 1718, une ordonnance du régent invita-t-elle les fabricants à opter pour la fabrication des draps fins ou celle des draps communs et serge. En 1762, les habitants des campagnes ayant été autorisés à faire des serges, la sergerie disparut en ville.

Le régent, par une autre ordonnance, permet de livrer les draps de Sedan sans droits en France et à l'étranger. Louis XIV accorde pendant son règne, des lettres de privilège à divers manufacturiers sedanais dont les fabriques deviennent « manufactures royales de draps ».

Les fraudes continuant, il y eut pendant le cours du XVIII^e siècle divers règlements indiquant les qualités de laine à employer : laines d'Espagne, de Ségovie et les conditions à remplir pour que les draps n'aient aucun défaut.

La fabrique de Sedan atteindra son apogée vers 1785. Elle comptait alors : quatre manufactures privilégiées et 22 non privilégiées. Le nombre des métiers est de 928 et celui des ouvriers est de 13.920. Jusqu'alors, les manufacturiers avaient vendu à des commissionnaires de Paris,

Rouen, Bordeaux ; ils se mettent à faire des circulaires qu'il envoient dans toute l'Europe où ils trouvent des débouchés. Ils ont des voyageurs qui vont voir la clientèle.

Les draps de Hollande et d'Espagne reculent partout devant la concurrence de la cité des « La Marck » ; la renommée de la manufacture de Sedan s'affirme jusqu'en Amérique où elle trouve des débouchés.

Les industries annexes prennent un développement parallèle à celui de la draperie. Dès 1557, on mentionne des ateliers de teinture à Sedan ; cette teinturerie atteindra un tel degré de perfection que vers 1774 elle peut rivaliser avec celle des Gobelins.

Le traité de commerce passé entre la France et l'Angleterre en 1786 devait être une première atteinte à la prospérité de Sedan par suite de l'envahissement des produits anglais qui, étant meilleur marché, faisaient une concurrence victorieuse aux draps de Sedan. La conséquence fut la stagnation des affaires, les métiers sont réduits au tiers.

La révolution de 1789 porte un dernier coup à l'activité de Sedan, par suite de l'arrêt des importations de laines brutes venant d'Espagne et par l'impossibilité de faire des transactions avec les Etats étrangers.

Sedan, malgré tous ses malheurs, se relève rapidement dès que la stabilité politique s'affirme. Le directoire devait voir la reprise de 600 métiers et Sedan figure avec distinction à l'exposition de 1801.

C'est à cette époque, que la manufacture de Sedan commence à employer pour la fabrication des draps fins, les laines nationales provenant des mérinos du troupeau de Rambouillet.

En 1806, le baron Ternaux offre à Joséphine un châle fabriqué à Sedan qui rivalise déjà à ce moment avec Cachemyre pour cet article.

C'est du premier empire, que date la création d'un conseil de prud'hommes et celle d'une Chambre consultative des manufactures.

Les désastres de la fin du règne de Napoléon amènent une courte éclipse à la prospérité de Sedan dont l'activité sous la Restauration sera fort brillante. La révolution de 1848 amènera une nouvelle crise.

Au début de XIX^e siècle, la filature est pratiquée à la main dans les environs de Sedan ; en 1814, apparaît le travail mécanique facilité par l'aménagement des forces hydrauliques et de manège de chevaux. En 1816, est établie la première machine à vapeur.

Sous le second empire, l'industrie textile sedanaise prendra un grand développement dont l'apogée sera vers 1868. C'est à cette époque, qu'apparaît l'article « Nouveautés » fabriqué pour la première fois par Bonjean. A la veille de 1870, on compte 130 fabricants faisant 28 millions de francs comme chiffre d'affaires annuel.

1870, porte un nouveau coup à l'activité de Sedan. En 1872, le nombre des fabricants tombe à 110, en 1893 à 58, en 1909 à 36. C'est à partir de cette époque que la

fabrique prend un caractère industriel, le métrage augmente et si le chiffre d'affaires n'atteint pas celui de 1868, c'est que Sedan, tout en conservant la spécialité de beaux draps, fait des articles intermédiaires de grande production.

Géographie de l'Industrie et transports. — L'industrie se trouve concentrée dans un faible rayon autour de Sedan. A Sedan et dans ses faubourgs immédiats se trouvent les tissages et les industries annexes (apprêts, teintures, etc.). La filature est répartie dans les villages environnants et au maximum à une vingtaine de kilomètres de la ville. Elle s'est établie dans des vallons où à son origine, elle a pu utiliser les quelques forces hydrauliques fournies par les ruisseaux descendant de la forêt des Ardennes.

Dans la circonscription de la Chambre de commerce de Sedan, on trouve un centre de fabrication de drap à Rethel ; il est peu important et est attiré par le centre de Reims dont il est peu éloigné, mais de ce fait, il sort de l'activité économique de la région de Nancy.

Sedan est bien situé au point de vue des communications. La Meuse y est navigable et permet de recevoir le charbon belge à très bon compte et de le débarquer à pied d'œuvre. Deux voies ferrées se croisent à Sedan : Metz et Nancy à Lille et Paris à Luxembourg. Ces lignes mettent Sedan en communication avec les grands centres commerciaux de Belgique, du Nord français, de Paris.

d'Alsace et de Lorraine. Par Lille, Sedan est relié à Roubaix, Tourcoing qui est le grand marché lainier français et à Dunkerque qui est le port importateur.

§ II. — PERSONNEL

Main-d'œuvre. — La population ouvrière actuellement employée dans les usines reconstituées est de 5.000 unités dont une grande partie sont des femmes. La population autochtone étant insuffisante, l'industrie doit faire de plus en plus appel aux ouvriers d'autres régions françaises et même étrangers. Sedan, qui ne comptait pour ainsi dire pas d'étrangers avant la guerre, en compte actuellement 2.000 : Belges, Polonais, Kabyles, Tchèques, Italiens et Espagnols. Les Belges sont nombreux dans les manufactures de draps où ils sont assimilés aux Français. Les Tchèques et Polonais y sont aussi employés, tandis que les ouvriers des autres nationalités trouvent de l'ouvrage dans la métallurgie qui prend de l'essor à Sedan depuis l'installation d'une division des aciéries de Longwy.

Les salaires ont subi de fortes augmentations : de 1914 à 1922, ils sont passés selon les catégories de 4 à 15 frs, de 5 fr. 50 à 25 francs et de 6 à 30 francs.

Pour faciliter l'application de la loi de 8 heures, l'Union des syndicats patronaux de l'industrie textile sedanaise a conclu une convention collective avec le représentant des délégués ouvriers des principaux établissements de la

région, considérés comme groupement de fait. (Il n'y a pas de syndicats ouvriers à Sedan).

Cette convention valable pour 3 ans est relative à la récupération forfaitaire des heures perdues en raison des diverses fêtes et à celles nécessitées par les travaux urgents et le surcroît de travail. Cette récupération se fait en trois phases de quatre mois de 50 heures, 53 et 55 heures par semaine sans que la journée puisse dépasser 10 heures.

Cet horaire est différent pour la filature, le tissage et les apprêts et est basé sur le rythme économique de l'industrie de la draperie qui est une industrie plutôt saisonnière dont l'activité la plus grande est en été. Il est à remarquer que la draperie de Sedan n'a pas souffert de grève depuis 1891.

Œuvres sociales. — Il n'y a pas d'organisation spéciale d'œuvres sociales à Sedan. Mais les industriels se sont toujours beaucoup occupés de la situation de leurs ouvriers. Ils gardent les vieux ouvriers aussi longtemps que possible. Au moment du ralentissement du travail, ils ne débauchent jamais.

L'œuvre des jardins ouvriers est très vieille ; presque tous les ouvriers sedanais possèdent depuis longtemps un jardin aux environs de la ville qu'ils cultivent aux moments de repos.

Des patrons avaient pris l'habitude de donner des allo-

cations familiales avant la création de la caisse de compensation.

Allocations familiales. — Une caisse a été fondée à partir du 1^{er} janvier 1925, elle englobe toute l'industrie textile de la région de Sedan. L'allocation est de 50 francs par enfant vivant de moins de 14 ans. Elle est payée à partir du troisième enfant. De plus, il est payé une prime de 200 francs pour la première naissance, elle est portée à 300 francs à partir de la troisième. Ces allocations familiales ne sont payées qu'aux ouvriers de nationalité française et belge.

L'Union des syndicats patronaux de l'industrie textile sedanaise qui a pris l'initiative de la création de cette caisse de compensation a préféré n'accorder les allocations familiales qu'aux familles de 3 enfants et plus, afin qu'elles soient un secours véritable à la famille ouvrière. Quand ces allocations sont données dès le premier enfant, elles sont faibles et n'améliorent pas la situation de la famille ayant la charge de nombreux enfants.

§ III. — OUTILLAGE

Outillage. — L'évolution de l'outillage avait été réalisée dès avant la guerre et avait ramené à Sedan une activité comparable à celle qui avait caractérisé la période du second empire. Cette transformation s'est effectuée depuis 1890 par l'apparition du métier mécanique.

En 1893, la fabrique sédanaise emploie 1.100 à 1.200 tisseurs à mains, pour 250 à 300 métiers mécaniques.

En 1907, la fabrique compte 1.000 métiers mécaniques. Les métiers à bras disparaissent presque complètement.

Force motrice. — La force hydraulique est à peine employée, les ruisseaux étant trop peu importants. Toutes les manufactures marchent avec l'aide de la force motrice de la vapeur. Elles reçoivent facilement le charbon par l'intermédiaire de la Meuse, le charbon est même souvent débarqué dans les usines, car un certain nombre de ces dernières sont au bord de la rivière.

Quelques industries reçoivent du courant électrique par l'intermédiaire du secteur, mais c'est là un procédé encore peu en usage.

Reconstitution industrielle. — Le département des Ardennes a été un des départements les plus gravement atteints par la guerre. Les Allemands ont séjourné plus de quatre ans à Sedan et ont anéanti systématiquement tous les moyens de productions dans le but avoué de supprimer définitivement la concurrence que Sedan pouvait faire aux tissus d'Aix-la-Chapelle et de Brünn (Moravie). Tous les stocks de matières premières de tissus ont été volés et expédiés en Allemagne.

A l'armistice, il ne reste que 200 métiers sur les 1.250 existant avant la guerre et 12.000 broches de cardé sur les

107.000 d'avant-guerre. Dès le commencement de 1919, les industriels sinistrés se mettent à l'œuvre. Quand, dans le courant de 1920, quelques usines peuvent être partiellement remises en marche, la crise générale industrielle paralyse toute tentative d'activité. Voici les principales étapes de la reconstitution :

	1914	1919	1921	1922	1924
Métiers à tisser	1.250	217	667	886	1.150
Broches de cardé	105.000	12.750	62.360	80.440	100.000

Actuellement, la reconstitution est entièrement achevée et il semble que Sedan a recouvré largement ses possibilités de production d'avant guerre et même pourra bientôt les dépasser.

Le chiffre total des dommages de guerre pour l'industrie textile de Sedan s'est élevé à 50 millions de francs valeur 1914 dont environ 13 millions pour les stocks. Le coefficient minimum de reconstruction ayant été trois, c'est donc plus de 150 millions qu'il aura fallu pour permettre à la fabrique sedanaise de revenir à la situation qu'elle possédait au moment de la guerre.

§ IV. — OBJET ET CONDITIONS DE LA PRODUCTION

Objet. — L'objet principal de la production de cette industrie dont la réputation est universelle est l'article classique de Sedan, draps fins et draps noirs, mais depuis

un demi-siècle, sont venus s'y ajouter une série d'articles « nouveautés » qui suivent la mode et permettent de répondre à de nouveaux besoins et de trouver de nouveaux débouchés notamment à l'exportation. Pour donner une idée de la variété de tissus de Sedan, il suffit d'indiquer que ses usines produisent des étoffes valant 14 francs jusqu'à 150 francs le mètre.

Conditions de la production. — La filature de Sedan est une filature de cardé (1). Elle comprend 18 filatures. En 1914, il y en avait 23 pour le même nombre de broches. La moyenne de chaque filature s'est donc élevée de 4.500 à 5.800 broches environ, ce qui indique une tendance à la concentration. Une de ces filatures possède 20.000 broches.

Pour la Manufacture, la tendance est la même. Comme je l'ai déjà indiqué, depuis 1870, le nombre des fabricants diminue.

En 1909, Sedan comptait encore 39 fabricants. En 1914, il n'y en a plus que 33 dont 13 avec matériel, vingt fabricants (2) en chambre font travailler à façon dix tis-

(1) On oppose la filature de cardé à celle de peigné, parce que la deuxième n'emploie que des laines longues qui ont été déjà travaillées et triées dans des usines de peignage. La filature de cardé emploie des laines courtes plus fines et plus feutrantes que les précédentes ou des blousses (déchets provenant du peignage) ou des chiffons effilochés.

(2) Ces fabricants sont une survivance de l'époque où le tissage se faisait à la main et où de nombreux ouvriers travaillaient à

sages. Actuellement, l'industrie textile de Sedan compte 32 fabricants dont 16 sans matériel et 10 tissages à façon.

Les usines d'apprêts et de teinture ne sont plus qu'au nombre de 8 usines d'apprêts et 3 de teintures au lieu de 17 avant-guerre. Le travail à domicile a complètement disparu depuis l'introduction du métier mécanique.

Les « fabricants en chambre » ont tendance à disparaître et cela se comprend; car ils ne forment qu'un intermédiaire de plus qui prélève son bénéfice. Une autre tendance semble apparaître, c'est celle de l'intégration. Quelques établissements possèdent la filature, le tissage et l'usine d'apprêt. Toutes ont des ententes avec des filatures et des usines d'apprêts.

La région possède une grande usine d'apprêts et de teinturerie, c'est la Société anonyme des Usines de l'Espérance qui travaille à façon non seulement pour la fabrique de Sedan, mais encore pour les principaux centres drapiers du Nord de la France : Reims, Roubaix, Tourcoing, Elbeuf. Avant la guerre, elle pouvait traiter de 10 à 15.000 mètres de tissus par jour. Depuis la guerre, elle travaille aussi pour l'Alsace.

L'industrie de Sedan n'est pas comme l'industrie cotonnière des Vosges une industrie récente, et elle a conservé le double caractère d'industrie ancienne et de

domicile dans les villages des environs. Il semble qu'actuellement, avec la concentration des tissages à façon, ils devraient rentrer dans la catégorie des commerçants.

grande industrie. En ville, on trouve les usines qui sont installées dans les anciennes manufactures royales comme « le Dijonval » dont les bâtiments ont les caractères harmonieux de l'époque : celles installées dans les bâtiments à étages comme « la Sorille » construite sous Napoléon III. Dans les faubourgs, sont bâties les usines modernes sans étages, claires et où le travail se fait dans les meilleures conditions de rendement.

Ce qui fait la force de l'industrie de Sedan, c'est l'amour que les ouvriers ont pour leur métier, leur honnêteté, leur habileté professionnelle et leur attachement à la rude terre d'Ardennes.

De son côté, la fabrique de Sedan, grâce à la parfaite exécution de ses produits, à la valeur technique des industriels, à la régularité de leurs livraisons et à leurs efforts continuels pour adapter leurs productions aux exigences de la clientèle, a pu maintenir la place de premier rang qu'elle possédait avant la guerre.

CHAPITRE II

SITUATION ECONOMIQUE

§ 1^{er}. — APPROVISIONNEMENT ET DÉBOUCHÉS

Approvisionnement. — Les difficultés d'approvisionnement des filatures de laine sont aussi grandes que celles des filatures de coton : la récolte mondiale de la laine est déficitaire ; les deux pays grands producteurs : l'Australie et l'Amérique du sud, commencent à monter des industries de transformation chez elles.

L'approvisionnement de la filature de Sedan se fait par l'intermédiaire de négociants, principalement par ceux du marché de Roubaix, Tourcoing.

Les cours de la laine, qui, en 1913, oscillaient autour de 200 francs les 100 kilogs pour des « fines Buenos-Aires » sur le marché du Havre, sont montés en 1920 à plus de 1.700 francs pour redescendre en 1921 à 400 francs environ ; puis une hausse régulière les amène en mars 1924 à plus de 1.800 francs ; après une légère baisse cet été, les cours ont de nouveau dépassé 1.800 francs en

février 1925. Actuellement, les acheteurs s'abstenant, peut-être verra-t-on bientôt une baisse se produire.

Cette irrégularité des prix et la difficulté de s'approvisionner, car certaines qualités de blousses manquent par suite de modifications apportées aux machines de peignages qui produisent des blousses plus courtes qu'autrefois, ont amené la fabrique de Sedan à faire de plus en plus appel aux chiffons effilochés. Ces derniers, de ce fait, ont subi une hausse très importante.

L'emploi des chiffons a créé toute une industrie annexe ; ils sont traités chimiquement pour détruire les fils de coton qu'ils peuvent contenir, ensuite, ils sont effilochés, décolorés. Puis ils sont à nouveau filés après avoir été mélangés en général avec des laines neuves pour faire des « fils Renaissance » qui servent à tisser les articles de qualité courante.

Dans le but de remédier à la pénurie de laine, des groupements de Roubaix-Tourcoing ont cherché à développer l'élevage du mouton dans nos colonies, mais ce n'est qu'une ressource pour l'avenir.

Avec la dévalorisation du franc, il y aurait lieu de prendre des mesures pour arrêter les sorties de matières premières de France. Ainsi, les usines de peignage ont souvent avantage à exporter les blousses par suite de la prime due au change et de l'exonération de la taxe sur le chiffre d'affaire. Cette exportation se fait aux dépens des intérêts de la filature de cardé française qui ne trouve plus les qualités qu'elle emploie qu'à des prix invrai-

semblables. Actuellement, des pourparlers sont en cours à ce sujet, engagés sur l'initiative de l'industrie sedanaise.

Il y a lieu de rappeler que des sociétés fabricant de la soie artificielle cherchent à faire de la laine artificielle ; si ces recherches aboutissent, elles pourraient avoir une grosse répercussion sur l'industrie des lainages.

Transformation des sociétés en nom collectif en sociétés anonymes. — Depuis la guerre, quelques sociétés en nom collectif se sont transformées en sociétés anonymes, mais ce mouvement est encore peu important, le mode de gérance normale des entreprises sedanaisés reste la société en nom collectif. Mais l'évolution est commencée, il est probable qu'elle se développera devant les exigences fiscales.

L'importance des capitaux à engager dans une manufacture de drap dépassant de plus en plus les possibilités des particuliers par suite de diverses nécessités : besoins d'avoir des prix de revient bas qui obligent d'avoir des métiers avec les derniers perfectionnements ; immobilisations importantes provenant des stocks par suite du prix élevé de la matière première, désir de supprimer les bénéfices des industries à façon, tendances à la réalisation de l'intégration depuis l'achat de la laine jusqu'à la vente du drap, il est de plus en plus probable que la transformation en société anonyme de certaines manu-

factures se produira si elles veulent continuer à pouvoir accroître leurs affaires.

Débouchés. — L'industriel de Sedan s'occupe lui-même activement de son commerce ; nous avons vu dans l'histoire que dès le XVIII^e siècle il envoyait directement des circulaires à la clientèle, même étrangère. Cette habitude continue. Presque toutes les fabriques ont des dépôts, des bureaux ou des représentants à Paris.

Certaines maisons passent par des intermédiaires pour l'exportation, d'autres traitent directement avec des négociants étrangers. La fabrique de Sedan a toujours eu l'habitude de travailler à l'exportation, mais actuellement cela est devenu pour elle une nécessité absolue par suite de sa production plutôt accrue et de la surproduction dont souffre le marché français.

L'Alsace, grosse productrice de lainage, voit son débouché allemand fermé depuis le 10 janvier 1925 et se trouve obligée de rejeter sa production sur le marché national. Elle ne fait pas pour le moment d'articles semblables à ceux de Sedan, sauf à Bischwiller, dont l'importance a été déclinant pendant l'occupation allemande. Mais, si Bischwiller réussit à reprendre son activité d'avant 1870, peut-être Sedan trouvera-t-il une concurrence nouvelle.

Sedan, voit pour le moment, le marché belge se fermer en partie, car dans le *modus vivendi* franco-belge,

la Belgique a maintenu des droits élevés pour protéger les articles de Verviers.

La guerre a modifié les grands courants commerciaux et Sedan qui a disparu pendant plus de sept ans des marchés de consommation voit souvent son ancienne clientèle prise par des concurrents ; pour compenser cette perte, Sedan est obligée d'étendre le rayon de ses affaires. La fabrique de Sedan exporte en Allemagne, en Amérique du Nord et du Sud, en Belgique, en Hollande, dans presque toute l'Europe, au Japon, en Afrique du Nord.

Souvent sur ses anciens marchés, Sedan trouve des concurrents imprévus : en Suisse, les Tchécoslovaques ; au Maroc, les Hollandais et les Polonais ; la lutte sur les marchés extérieurs est de plus en plus difficile pour cette industrie.

§ II. — UNION DES SYNDICATS PATRONAUX DE L'INDUSTRIE TEXTILE SEDANAISE

En 1919, cette Union a été fondée pour la défense des intérêts communs des industries sinistrées, pour étudier les mesures ayant pour but de faciliter la renaissance de l'activité économique.

Son intervention s'est fait sentir dans des branches fort diverses : dommages de guerre, reconstitution de l'école de tissage, publicité en faveur de Sedan, dérogations légales pour la loi de 8 heures et allocation familiales, etc.

Cette union a adhéré au Comité Central de la Laine qui est l'organisme national des industries travaillant la laine ; elle semble jusqu'ici avoir porté son activité uniquement sur les questions d'ordre général et n'a pas cherché comme le Syndicat cotonnier de l'Est à améliorer les conditions de vente des produits de sa région.

L'école de tissage de Sedan créée en 1881 est une école ayant pour but de préparer des contremaîtres ; elle est le prolongement de l'école professionnelle.

§ III. — SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DE SEDAN ET POSSIBILITÉS D'AVENIR

L'effort financier pour la reconstitution a été très important à Sedan. Les sinistrés se sont mis à l'œuvre bien avant la loi du 17 avril 1919 qui réglait leur situation. Les avances que l'Office de la Reconstitution Industrielle a faites aux industriels n'a servi en général qu'à rembourser les avances que ceux-ci avaient été obligés de faire pour commencer les travaux. L'Etat conseillait à ce moment aux industriels : Voyez grand, modernisez-vous. Grâce à tous ces efforts, des métiers ont pu battre à partir de mai 1920. Actuellement, devant certains abus et à cause des difficultés financières, une loi a décidé la revision des dommages supérieurs à 500.000 francs valeur 1914 et celle de ceux qui ne sont pas passés devant les comités de préconciliation. On supprime les frais supplémentaires accordés pendant 5 ans par toutes les juri-

diction ; ces frais étaient une majoration sur la valeur 1914 des produits finis. De plus, le solde des dommages de guerre est payé par des obligations décennales et des bons trentenaires sur lesquels les industriels perdent plus de 20 % s'ils sont obligés de les réaliser pour développer leurs moyens de trésorerie qui sont souvent précaires ; ces menaces de revision sont à signaler ; car elles deviennent pour l'industrie une cause de gêne par l'incertitude qu'elle provoquent.

Sedan a eu aussi des difficultés pour reconstituer son personnel ; si la plupart des ouvriers sont rentrés, certains, que les hasards de la guerre avaient conduits dans les centres drapiers non envahis, y sont restés et n'ont pas voulu revenir. De nouvelles industries se sont fondées dans ces régions pour répondre aux besoins de la défense nationale et continuent toujours à travailler. Toutes ces difficultés paraissent surmontées. Sedan ne va pas tarder à dépasser sa puissance de production d'avant guerre.

La formation de l'Union des syndicats patronaux de l'industrie textile qui avait semblé le germe d'une organisation plus complète de l'industrié n'a pas eu de lendemain et on ne trouve à Sedan aucune des tendances de l'industrie vosgienne à une organisation commune de vente ; cela s'explique en partie par ce fait que l'industrie de la draperie suit la mode et que son succès dépend surtout de l'ingéniosité et de l'initiative du manufacturier qui craint d'être devancé par un concurrent.

Pourtant, les diverses manufactures de Sedan fabri-

quent certains tissus similaires qui sont toujours d'une vente possible malgré la mode ; il semble que sur ce point des groupements pourraient se former facilement et auraient une activité féconde. Une telle organisation serait un premier stade pour un comptoir pouvant englober toutes les fabrications : avec le caractère des industriels, ces méthodes ne donneront des résultats que par une extension lente de la puissance du groupement, car actuellement l'industriel ne voudra jamais faire entrer dans un groupe commun de vente des produits dont il a plus ou moins la spécialité.

L'année commencée semble marquer au point de vue commercial un ralentissement de l'activité ; les fabricants, qui doivent avoir dès mars les commandes pour l'hiver suivant et qu'ils commencent à livrer dès le mois d'août, se plaignent que les engagements sont plus faibles qu'à l'ordinaire.

Ce ralentissement semble dû au renchérissement de la matière première provenant d'une part, comme nous l'avons déjà indiqué, de la hausse générale de la laine sur les marchés mondiaux, et d'autre part, de la baisse continuelle du franc par rapport aux devises appréciées.

Si, par certains côtés, la dévalorisation du franc favorise notre exportation, par contre, elle amène un ralentissement des affaires qui est préjudiciable à l'activité des usines, par suite de la sous-consommation du marché intérieur. De plus, si les variations de changes sont très fortes au moment où le cours du franc remonte, de nom-

breux clients annulent les marchés, ce qui fait que l'industriel hésite à accepter certains ordres craignant leur annulation.

Cette crise qui a déjà atteint Tourcoing, où les usines chôment une journée par semaine, n'a pas fait prendre de mesure spéciale à Sedan où le travail est normal. On parle d'établir le Short-Times à Tourcoing, comme il existe déjà à Bradford depuis quelque temps. Si la crise se généralisait, il est probable que Sedan serait touché, mais, avec l'instabilité économique actuelle, il est impossible de faire des pronostics. Sedan, qui est équipé à neuf et qui possède une main-d'œuvre dévouée, a des chances de surmonter plus vite une crise que des centres comme Roubaix-Tourcoing où la main-d'œuvre est instable ou comme les centres lainiers du Midi de la France, qui ont souvent un outillage démodé.

TROISIÈME PARTIE

Organismes régionaux ; Industries auxiliaires

CHAPITRE I^{er}

RAPPORTS DE L'INDUSTRIE TEXTILE AVEC LES ORGANISATIONS REGIONALES. L'APPUI QU'ELLE PEUT TROUVER DANS LES INDUSTRIES AUXILIAIRES

Nous voyons d'après cette rapide étude de l'industrie textile de la XIV^e région que cette industrie par son développement, son activité et sa puissance de production pose un certain nombre de problèmes que seule elle ne peut plus résoudre. Quand elle pouvait se contenter de la chute d'eau des rivières vosgiennes que la fortune d'une seule personne suffisait à équiper, quand la main-d'œuvre se trouvait encore nombreuse par suite de la faible importance de l'industrie et du peu de moyens de communications, l'industriel était en face de difficultés qu'il pouvait toujours surmonter par ses propres moyens.

Actuellement, les questions de transports, de force motrice, de crédit, de main-d'œuvre et de débouchés sont telles qu'un industriel ne peut plus les aborder seul ; il doit s'associer à d'autres manufacturiers ayant les mêmes besoins pour créer de nouvelles organisations soit corporatives, soit interprofessionnelles afin de les résoudre. Ces nouveaux organismes, munis de puissants moyens financiers, seront obligés, dans certains cas, pour réaliser le but qu'ils poursuivent, de recourir à la puissance de l'Etat et à accepter son contrôle.

Ces nouveaux rouages ne prendront pas comme moules le cadre des administrations existantes, ils auront comme zone d'action celles des industries avec lesquelles ils pourront entrer en contact, et qu'ils auront la charge de desservir : ils seront régionaux. Car, seule, une organisation régionale peut résoudre ces problèmes au mieux des intérêts généraux de la région et par conséquent du pays. Une organisation purement corporative serait vouée à un échec certain, car elle ne posséderait pas les moyens voulus pour accomplir certains travaux et d'autre part ses efforts d'organisations pourraient être nuisibles s'ils contrariaient le développement d'une autre industrie.

C'est ainsi que les transports (les chemins de fer), l'organisation des transports d'énergie électrique, le placement des ouvriers sont organisés régionalement ; les deux premières administrations ayant un monopole concédé par l'Etat.

Les transports. — C'est la première grande « industrie auxiliaire » organisée régionalement par la fusion des diverses concessions en 1850 en six réseaux. Les Transports qui jouent un rôle fort important dans la répartition des richesses ont une importance primordiale pour l'industrie de la région Economique de l'Est, car cette industrie est loin, non seulement, de la matière première commune à toutes les industries mises en œuvre dans la région comme ferroalliage, coton, laine, etc... Par ailleurs, cette industrie est loin des marchés de consommation ; les produits de la métallurgie sont expédiés dans toute la France et même dans le monde, les produits textiles partent dans nos colonies. Les deux grands moyens de transport sont le rail et la voie d'eau.

La Compagnie de l'Est, qui exploite les chemins de fer de la région Economique de l'Est, possède un réseau de voies très serrées couvrant les départements des Vosges, de Meurthe-et-Moselle et des Ardennes. Tous les centres industriels sont actuellement desservis, et la Compagnie se préoccupe de faciliter les communications de la région avec le réseau d'Alsace-Lorraine par divers raccordements actuellement en construction comme Saint-Dié-Saale, ou à l'étude, Saint-Dié-Sainte-Marie-aux-Mines, Bussang à Wesserling. Ce réseau a le grave défaut de ne pas être relié aux voies d'eau. Les houilles qui arrivaient par voies d'eau dans les Vosges avant la guerre ne pouvaient plus être acheminées par chemin de fer. Cette situation avait amené de nombreuses réclamations, mais

il a été impossible d'amener la Compagnie à modifier son attitude ; dans de nombreux cas, elle refusait tout service.

L'autre moyen de transport est le canal. L'organisation des canaux en France n'est pas régionale, elle a été faite sans plan général. C'est le mode de transport le meilleur marché pour les matières pondéreuses, malheureusement l'Est est mal desservi par les canaux pour son trafic de matières premières : aucun canal ne la relie directement à la région houillère du Nord, d'où l'inconvénient de ne pas pouvoir exporter ses minerais par Dunkerque. C'est à ce sujet que la question du Canal du Nord-Est se pose ; il est en projet depuis longtemps, et son exécution serait pourtant fort utile au développement de la région économique de l'Est en général et du bassin de Briey en particulier. Depuis le retour de Metz à la France, le projet comporte son prolongement jusqu'à la Moselle pour desservir tout le bassin métallurgique de Thionville.

Comme l'Etat ne peut pas, par suite des circonstances, émettre des emprunts pour l'exécution des grands travaux d'utilité publique, peut-être l'organisation régionale permettra-t-elle de faire aboutir la question. La région peut se substituer à l'Etat pour un tel travail, si les chambres de commerce intéressées acceptent de s'engager proportionnellement à leurs moyens pour garantir les emprunts nécessaires à l'exécution de ces travaux.

Office des Transports. — « Pour faciliter, l'étude des questions se rapportant à tout moyen de communication, pour se renseigner, pour étudier avec les administrations compétentes les questions de trafic régional et interrégional, l'exportation et l'importation, pour exploiter certains services publics tels que remorquage, halage, gare-raccordement entre voies ferrées et voies navigables, et d'une façon générale favoriser l'essor économique de la région » (1), les chambres de commerce de la région de l'Est se sont groupées pour former un « Office des transports de l'Est ». Cet Office est actuellement mandaté par 18 chambres de commerce. Son rayon d'action est par conséquent plus grand que celui de la région économique ; cela se comprend, car les chambres ont le droit d'adhérer à 2 offices de transport. Celles qui sont aux limites d'un groupement peuvent avoir intérêt à adhérer en même temps au groupement voisin.

Ce groupement est très actif, il est déjà intervenu à de nombreuses reprises pour défendre l'intérêt de l'industrie de l'Est dans les questions de tarif de transports.

FORCE-MOTRICE

Lignes de transmission d'énergie électrique à Haute Tension. — Le problème de la Force Motrice est celui de l'utilisation rationnelle des usines hydrauliques d'énergie électrique et leur conjugaison avec des centrales ther-

(1) Statuts de l'Office des Transports de l'Est.

miques produisant l'énergie en partant de la houille. Les principales usines hydrauliques existent dans les Vosges, sur la Haute-Moselle, sur la Moselotte, sur la Meurthe et sur la Vologne. Le caractère de ces installations est leur émiettement et la faible puissance de chaque usine. Actuellement, il ne reste guère à équiper que la Moselle en aval d'Epinal et quelques-uns de ses affluents. L'énergie des rivières pourrait être mieux utilisée si l'on régularisait leur débit. Des études sont faites dans ce but, mais il est probable qu'une amélioration dans ce sens serait très difficile et très coûteuse.

Dans le Nord du département, nous trouvons l'industrie métallurgique, grosse consommatrice de charbon, mais qui, maintenant, est aussi productrice de force motrice, grâce à un meilleur emploi des gaz de hauts fourneaux qui, autrefois, allaient se perdre dans l'atmosphère (1). Ces industries ont en général dépendant d'elles une grande consommatrice : la mine. Mais elles disposent encore d'excédent qu'elles répartissent dans la région comprise entre Longwy-Briey-Thionville, par l'intermédiaire d'une filiale : la Société électrique de la sidérurgie lorraine.

Actuellement, la région économique de l'Est est des-

(1) Il est à noter que les tramways de la ville de Luxembourg fonctionnent par la force fournie par les Hauts Fourneaux de Dommeldange. De plus, un projet d'électrification de tout le Grand-Duché par les usines d'Esch-Belval Differdange, est en discussion.

servie par une ligne à très haute tension qui part de la frontière suisse et va jusqu'à la centrale de Mohon (Mézières-Charleville) où elle se relie au réseau de la région du Nord. Cette ligne appartient à l'Etat, car seul il pouvait entreprendre un aussi gros travail dont le profit n'est pas immédiat. Cette ligne de transmission d'énergie électrique forme l'axe principale de répartition, elle réunit les usines électriques les plus importantes de la région à la Suisse d'une part, aux usines du Nord de l'autre. Cette ligne se relie à Landres (région de Conflans-Jarny) au réseau de la Société électrique de la sidérurgie lorraine, à Conflans-Jarny au réseau de la Moselle qui est alimenté par l'usine thermique de la Houve établie sur le bassin houiller mosellan.

Telle est l'armature générale du réseau lorrain de transmission d'énergie électrique. De nombreux postes établis sur cette ligne principale, partent des lignes à plus faible tension qui distribuent chaque jour à de plus nombreux villages et usines l'énergie électrique.

Malgré toute cette organisation, la région ne dispose pas d'énergie suffisante ; aussi la Compagnie lorraine d'électricité qui dessert les Vosges et Nancy va-t-elle se relier à la Société des Forces Motrices du Haut-Rhin qui possède une grande centrale thermique à Mulhouse et reçoit du courant électrique du duché de Bade et de Suisse.

La nécessité de trouver de nouvelles sources d'énergie électrique a été un des motifs qui ont fait que la Région économique de l'Est dès 1918 s'intéressa aux projets

d'aménagement du Rhin. Pour préparer au point de vue technique et économique la réalisation de ce projet, elle créa en 1922 la Société Régionale d'Etudes du Rhin : énergie, irrigation, navigation. La Société des Forces Motrices du Haut-Rhin, la ville de Strasbourg, toutes les chambres de commerce d'Alsace-Lorraine et de la Région économique de l'Est font partie de cet organisme. Actuellement, le projet qui semble devoir être adopté est un canal de Bâle à Strasbourg, coupé par 8 écluses auxquelles seront accolées les usines électriques. Les difficultés internationales semblent aplanies du fait que le reflux d'eau provoqué par le premier barrage est accepté par le canton de Bâle.

Au Sud de cette puissante organisation, le petit réseau exploité par la Société Charbonnière de Ronchamps possède une centrale thermique où cette dernière emploie ses houilles de mauvaises qualités. Il dessert tous les contre-forts sud des Vosges.

Main-d'œuvre. — La question du placement des ouvriers, de l'appel à la main-d'œuvre étrangère est une grave question pour les industriels. Il faut que les organisations s'entendent et soient assez souples pour éviter qu'une région manque d'ouvriers, tandis que la voisine souffre de chômage.

Le placement est organisé par département : au-dessus se trouve un Office régional qui assure la péréquation des besoins entre les départements de la région. Au-des-

sus, l'Office national assure la répartition des travailleurs entre les régions.

Certaines industries employant une majorité de femmes se trouvent solidaires d'autres usines pouvant donner du travail aux hommes. C'est pour cela que lorsqu'une grande retorderie est venue s'établir à Belfort après 1870, les ouvriers n'ont consenti à s'y embaucher que quand la société de constructions mécaniques a ouvert sa succursale donnant du travail aux hommes. Ainsi, dans toutes les Vosges, des industries diverses existent à côté de l'industrie textile : scieries, carrières, constructions métalliques, verreries, etc., où hommes et femmes trouvent à s'employer.

Enseignement technique. — L'enseignement technique est d'ordre régional ; si l'Etat prenait en main son organisation, il est probable qu'elle serait réalisée par circonscriptions administratives, dans lesquelles l'enseignement serait uniforme dans toute la France ; au contraire, il sera conforme aux besoins et à l'évolution économique de la région, si cette dernière a la haute main sur son fonctionnement.

Dans ce sens, Clermont-Ferrand vient de donner un exemple à suivre. La XVII^e région a créé moyennant un emprunt de 750.000 francs (avec un engagement de participation des chambres adhérentes pour 50 ans) une école régionale supérieure de commerce. Dans cet ordre d'idées, la région de l'Est n'est pas en retard : à Epinal,

l'activité du Syndicat cotonnier de l'Est a fondé une école de filature et tissage qui forme des directeurs pour les industries de la région et une école pratique d'industrie qui forme les contremaîtres. De même, à Sedan, la ville a fondé une école de tissage pour les ouvriers.

• L'activité de l'Université, de la Chambre de Commerce et celle de la Société Industrielle a permis à Nancy de créer successivement avant guerre un Institut de chimie, un Institut électro-technique, un de géologie et une école de brasserie. Depuis la guerre, un Institut commercial, un Institut métallurgique et minier ont été fondés pour répondre aux besoins de l'activité régionale.

C'est en 1883, qu'a vu le jour la Société Industrielle de l'Est sur le modèle de celle de Mulhouse. Son activité se porta d'abord sur l'étude de questions techniques et sociales, notamment sur les recherches de houille en Lorraine avant guerre, les accidents du travail, la sécurité des ateliers, etc.

De plus, elle s'intéressa au développement de l'enseignement technique : c'est elle qui prit l'initiative de la souscription en vue de la formation d'un Institut électrotechnique.

Pour ne pas rester isolée, elle est affiliée à l'Union des Sociétés Industrielles de France qui, dans ses congrès, porte à l'ordre du jour les questions d'intérêt général.

Les débouchés. — Les débouchés à l'exportation sont une préoccupation constante pour presque toute l'indus-

trie de l'Est. Pour l'étude de ces questions, l'industrie lorraine peut trouver un appui auprès de l'Office national du commerce extérieur qui reçoit de tous les organismes commerciaux français à l'étranger ainsi que des consuls une documentation constamment tenue à jour.

L'action de l'Office se fait sentir dans la France entière par l'intermédiaire de ses agences régionales qui ont pour but de faire connaître aux industriels de la région les débouchés qui s'offrent à l'étranger et d'autre part, d'indiquer à l'Office national et aux agents commerciaux à l'étranger les possibilités de production et d'exportation de la région.

Nancy est le siège d'une telle agence dont l'activité s'étend à toute la région économique. De plus, les conseillers du commerce extérieur résidant dans la XIV^e région, se sont groupés en un comité chargé d'étudier et traiter toutes les questions relatives au développement du commerce extérieur de la région. Ce comité est affilié au comité national à Paris qui est un établissement reconnu d'utilité publique depuis 1921.

Les banques régionales. — Au milieu de toutes ces preuves d'activité, il ne faut pas oublier les banques régionales. Ce sont elles, par leur esprit d'initiative, qui ont joué un rôle capital dans le développement industriel lorrain.

Les banques régionales peuvent s'opposer aux autres établissements de crédit. Leur forme n'est pas différente,

mais ce qui les caractérise, c'est la méthode de travail. L'établissement de crédit ne fait guère que du crédit à court terme sous la forme d'escompte de papier de commerce. La banque lorraine fait des avances à plus ou moins longue échéance à l'industrie. Avant guerre, ces crédits étaient renouvelables pendant plusieurs années.

Le rôle de ces banques n'a pu être fécond que grâce à leur nature : la banque, par son caractère régional, a des relations plus étroites, plus personnelles avec sa clientèle, le banquier connaît les hommes qui sollicitent du crédit, il peut donc ainsi leur octroyer des crédits importants, personnels et à découvert, ce que ne peut faire le grand établissement de crédit soumis à des règlements presque administratifs. Pour la formation de nouvelles sociétés, le banquier régional a un rôle prépondérant, car par son service d'étude et par sa connaissance économique de la région, il peut apprécier dans de meilleures conditions si la nouvelle entreprise trouvera des éléments de prospérité ; étant en relation avec les directeurs d'industrie, il pourra les conseiller. Malgré ses relations étroites avec le haut personnel, la Banque Lorraine, contrairement aux habitudes des banques allemandes, n'a pris que rarement des participations industrielles.

Les Banques lorraines travaillent surtout avec leur capital. Pour éviter des immobilisations dangereuses, la Banque de France est venue à leur secours en leur permettant de mobiliser les découverts. Ces organismes, par

la prudence de leur gestion, par les garanties offertes par les sociétés emprunteuses, ont pu faire prendre l'habitude au public de placement dans l'industrie locale.

Ces banques ont évolué peu à peu tout en restant des banques d'affaires, elles sont devenues aussi des banques de dépôt. Plusieurs ont couvert la région d'agences et de bureaux temporaires qui ne s'ouvrent que les jours de marché et leur permettent ainsi d'atteindre toute la clientèle.

Certaines, et les plus importantes, sont d'origine purement lorraine, comme la Société Nancéienne et la Banque Renauld, d'autres sont venues d'Alsace et ont créé en Lorraine des succursales prospères qui ont contribué au développement de la région. La Banque de Mulhouse mérite une mention spéciale : c'est le grand établissement financier dans l'industrie textile. Elle a des succursales à Epinal et au Havre pour faciliter les opérations sur le coton.

La Région Economique. — Tous ces liens obtenus par les grandes organisations régionales vont donner à la région économique une nouvelle force : l'habitude d'ententes que le morcellement rendait presque impossible. Des arrêtés ministériels de 1919 et 1920 règlent l'activité de la région. Une fissure existe cependant encore qui empêche l'entente complète ; une Chambre peut refuser de s'incliner devant une décision du comité qui administre la région. Ce refus ne peut d'ailleurs faire échec

à la décision de la majorité que dans les limites de la circonscription de la chambre de commerce intéressée. Par là, la mauvaise volonté d'une chambre peut faire obstacle à beaucoup d'améliorations ; mais seule une loi pourra modifier cette situation.

CHAPITRE II

COMPLEXITE ET BUT D'UNE ORGANISATION REGIONALE DE L'INDUSTRIE

Nous sommes à une période d'évolution de l'organisation économique de l'activité humaine. L'organisation individualiste de l'industrie avant-guerre commençait sous la pression d'une concurrence commerciale acharnée de certains pays à évoluer vers la conception des ententes. L'industrie qui subissait le plus cette nécessité était la métallurgie. C'est elle qui, la première en France, créa un comptoir : le Comptoir Métallurgique de Longwy, dont le but était de vendre les fontes de ses adhérents, fut fondé en 1876. En 1905, ce comptoir se doubla d'un comptoir d'exportation. Le rôle de ce comptoir diminua l'importance au fur et à mesure que de nombreuses usines se mirent à transformer leurs fontes en acier. D'autres comptoirs eurent un rôle brillant dans le développement des aciéries : comptoirs des poutrelles, des tôles et des larges plats et enfin un comptoir général d'exportations métallurgiques. Mais la guerre a imposé

aux autres industries l'habitude de se grouper, car à ce moment elles ne pouvaient se ravitailler en matières premières que par l'intermédiaire obligatoire de groupements professionnels. Cette habitude semble avoir laissé des traces depuis la guerre, les organisations corporatives semblent prendre une importance progressive.

Les industriels d'une même branche s'affilient à un syndicat régional d'industrie, celui-ci se rattache à un syndicat national qui est en général lui-même affilié à la Confédération générale de la Production Française.

Mais ce mouvement ne tient pas compte de la complexité du mouvement industriel dans les milieux prospères. Une industrie puissante dans une région attire une autre industrie. Ainsi, à côté de l'industrie textile, est venue s'installer pour l'approvisionner en métiers l'industrie de la construction mécanique. Cette industrie assurée d'un débouché régional a pris rapidement de l'extension et travaille dans toute la France et même à l'exportation. C'est le cas de la Société Alsacienne de constructions mécaniques, qui fait des métiers à Belfort et Mulhouse. A Sedan, grâce au débouché proche, grâce à la vieille habitude de travailler le métal dans les Ardennes, s'est installée une fabrique de métiers à tisser. Ainsi la prospérité de l'industrie textile se trouve liée à celle de la grosse métallurgie.

Les syndicats professionnels ne peuvent pas tenir compte de la complexité de ces problèmes, ils n'ont ni les moyens ni le droit de les étudier et de les diriger,

car cette solidarité entre toutes les industries d'une région s'est faite en dehors d'eux.

Toutes ces organisations industrielles se sont faites spontanément. Leur raison a été celle d'un nouveau besoin régional à satisfaire. Les représentants officiels de tous ces intérêts sont les chambres de commerce. Comme elles sont fort nombreuses, leur groupement en région assez souple pour pouvoir se modifier selon les besoins de l'industrie semble être la forme d'organisation paraissant la plus apte à faire valoir l'intérêt général de l'industrie de la région.

Certains voient même dans le groupement officiel des régions en un organe national un grand conseil consultatif économique national.

La métallurgie qui avait renoncé à partir de 1923 à tous les comptoirs pour aller à la bataille économique internationale en groupe de sociétés de vente puissantes, telles que : Longovica, représentant les intérêts des aciéries de Longwy ; Sogeco, représentant les intérêts du groupe de la Compagnie de la Marine ; Nortrilor, etc... semble vouloir modifier son attitude et revenir à une politique d'entente. Les journaux parlent d'accords qui se renoueraient au sujet des fontes.

Il nous semble que cette évolution est symptomatique. Elle indique qu'une grande industrie surproduisant ne peut pas se contenter du marché national protégé par des barrières douanières, il faut qu'elle exporte, mais qu'elle vende à des prix rémunérateurs lui permettant

de maintenir son outillage à la hauteur des progrès de la technique et d'autre part, qu'elle cherche par des ententes entre industriels à diminuer sans cesse ses prix de revient.

Ces ententes entre industriels devront avoir pour base normale la région, car s'il y a entente dans la région, l'entente entre les régions se fera plus facilement. Il nous semble que ce qu'a écrit M. Buffet, le banquier nancéien, dans l'avant-propos de son livre « du Régionalisme au Nationalisme financier », au sujet du rôle des banques lorraines, devrait être médité par toute l'industrie qui elle aussi ne doit pas hésiter à s'engager hardiment dans la voie qu'ont ouverte déjà les banquiers lorrains.

« En pratiquant ce régionalisme, les banques lorraines
« ont la prétention d'avoir servi le nationalisme finan-
« cier. Toutes les entreprises auxquelles leur aide fut si
« largement et si efficacement prêtée étaient de celles
« qui devaient constituer, aussi bien pour la vie inté-
« rieure du pays que sur le marché international, un
« faisceau de force incomparable.

« Régionalisme n'est pas séparatisme. Régionalisme ne
« signifie pas existence égoïste d'une région en soi et
« pour soi, mais bien au contraire culture intensive de
« toutes les semences qui lui sont propres pour en faire
« une moisson capable d'enrichir avec plus de
« vigueur et d'éclat le patrimoine même de la Nation.
« ... Mais, on ne saurait se lasser de le redire, leur

« rôle (des Banques françaises), ne pourra revêtir une
« envergure et une puissance dignes de l'œuvre à accom-
« plir que si les unes comme les autres se résignent à
« abdiquer, non pas leur autonomie et non pas leur
« indépendance, mais bien tout esprit d'individualisme
« étroit, tout attachement délétère à la marche isolée ou
« dispersée, que si les unes comme les autres se décident
« à concerter, coordonner et faire converger leurs efforts
« sans restrictions vers les grandes fins à atteindre : que
« si les uns comme les autres animent enfin leur action
« de cet idéal créateur qui fut hier, pour les banques
« lorraines, le prestige régional et sera pour toutes
« demain la rénovation et la grandeur économique et
« sociale de la France ».

Vincennes, le 21 mars 1925.

J. DIEZ.

VU :

Le Doyen,
BERTHELEMY.

Le Président,
Germain MARTIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

- AFTALION. — *L'industrie textile pendant la guerre*. Les presses universitaires de France, Paris.
- Ch. BRUN. — *Le Régionalisme*. Bibliothèque régionaliste. Bloud et C^{ie}, Paris 1911.
- J. BUFFET. — *Du Régionalisme au Nationalisme financier*. Berger-Levrault, 1917.
- BERTHELEMY. — *Traité élémentaire de droit administratif*. Rousseau, Paris 1921.
- BROCARD. — *Développement économique de la Lorraine française*, par Brocard. *Réforme sociale*, 1913.
- CADILHAC. — *Les projets de Régionalisme administratif*. Thèse, Paris 1921.
- DEMEUSY Marcel. — *La Crise de l'industrie cotonnière*. Nancy. Imprimeries Réunies, 1914.
- L. DESCHAMPS. — *La filature du coton en France*. Gry, Rouen 1912.
- HAEFFELE, DUPONT et FLAMAND. — *Aide-mémoire pratique de la filature du coton*, 4^e édition, Cuny, Saint-Dié.

- Henri HAUSER. — *Le problème du Régionalisme*. Les presses universitaires de France, Paris, 1924.
- H. LECOMTE. — *Le coton, monographie, culture*. Carré et C^{ie}, Paris 1900.
- A. LEDERLIN. — *Monographie de l'industrie cotonnière*, Fricotel, Epinal 1905.
- R. LEVY. — *Histoire économique de l'industrie cotonnière en Alsace*. Alcan, 1912.
- Lucien HUBERT. — *La Renaissance d'un département dévasté*. Boivin et C^{ie}, Paris 1923.
- MAIRET. — *La crise de l'industrie cotonnière, étudiée spécialement dans les Vosges*. Thèse, Dijon.
- Edmond NIVOIT. — *Notions élémentaires sur l'industrie dans le département des Ardennes*. Jolly, Charleville 1869.
- Abbé PREGNON. — *Histoire du pays et de la ville de Sedan depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*. A. Pouillard, Charleville 1856.
- H. ROUY. — *Historique de la draperie à Sedan*. Emile Laroche, Sedan 1909.
- P. DE ROUSIERS. — *Les grandes industries modernes : La métallurgie*, Armand Colin, 1925.
- I. SIBILLE. — *La situation de l'industrie cotonnière dans l'Est de la France*, Paris, thèse 1922.
- VIDAL DE LA BLACHE. — *La Franche de l'Est*. Paris, A. Colin, 1917.
- VIDAL DE LA BLACHE. — *Les régions françaises*, Revue de Paris, décembre 1910.

Union des syndicats patronaux des industries textiles.

Rapport présenté à MM. les Ministres sur les industries textiles, leur importance avant guerre, leur situation pendant la guerre, ce qu'elles désirent pour après la guerre. Paris 1918.

Syndicat cotonnier de l'Est. — *Réponse au questionnaire de la Commission d'enquête parlementaire de l'industrie textile.* Mars 1904.

Ministère du Commerce. — *Rapport général sur l'industrie française, sa situation, son avenir.* 1919.

Enquête sur la production française et la concurrence étrangère. — Rapporteurs généraux : Henri Hauser et Henri Hitier, tome II. Industries textile, Paris 1917.

Inventaire de la production française. — Atlas-guide économique et touristique des régions de France, XIV^e région économique lorraine, 1923. Paris, 24, avenue Victor-Emmanuel-III.

Le Havre coton. Usages et règlements, imprimé et édité par la Société Anonyme des anciens courtiers en coton.

La région sedanaise, édité par l'Union des syndicats patronaux de l'industrie textile sedanaise.

Annuaire de la Banque Renault, 1921.

Syndicat général de l'industrie cotonnière. Assemblée générale de 1922.

Statuts annuaire pour 1924

Annuaire de l'Union des syndicats patronaux des industries textiles de France, 1924-1925.

Régions économiques, leur organisation, d'après les documents officiels.

Union économique de l'Est, Nancy 1919.

L'Union économique de l'Est, n° août 1918. Nancy.

L'Illustration économique et financière, n° spécial, Nancy et la Meurthe-et-Moselle, 17 mars 1923.

Bulletin financier de la Banque d'Alsace et de Lorraine, Strasbourg.

L'Avenir textile, année 1924, Guebwiller.

La Journée industrielle.

Information financière.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

INDUSTRIE TEXTILE DU GROUPE VOSGES-NANCY

CHAPITRE I ^{er} . — <i>Organisation de l'industrie textile :</i> Facteur géographique. — Personnel. Evolution de l'outillage. Importance des facteurs de production. — Objet et conditions de la pro- duction	27
CHAPITRE II. — <i>Situation Economique :</i> Approvi- sionnement. — Situation financière. — Les Débouchés. — Organismes syndicaux.....	58
CHAPITRE III. — <i>Les Industrie connexes.....</i>	88
CHAPITRE IV. — <i>Situation actuelle.....</i>	95

DEUXIEME PARTIE

INDUSTRIE TEXTILE DE SEDAN

CHAPITRE I ^{er} . — <i>Organisation de l'industrie : Historique. — Personnel. — Outillage. — Objet et condition de la production.....</i>	107
CHAPITRE II. — <i>Situation économique : Approvisionnement et débouchés. — Union des syndicats patronaux de l'industrie textile sedanaise. — Situation économique de l'industrie de Sedan et possibilités d'avenir.....</i>	121

TROISIEME PARTIE

ORGANISMES REGIONAUX INDUSTRIE AUXILIAIRE

CHAPITRE I ^{er} . — <i>Rapports de l'industrie textile avec les organisations régionales. — L'Appui qu'elle peut trouver dans les industries auxiliaires...</i>	131
CHAPITRE II. — <i>Complexité et but d'une organisation régionale de l'industrie.....</i>	145
BIBLIOGRAPHIE	151

